



5^{ème} REUNION DU CONSEIL DE L'OHI OHI C-5

Monaco, réunion hybride en personne/VTC, 19 – 21 octobre 2021

COMPTE RENDU

(Version 1.0, 27 octobre 2021)

Note : Bien que la 5^{ème} réunion du Conseil de l'OHI se soit déroulée selon le calendrier prévu, le présent compte rendu est conforme aux sections de l'ordre du jour.

Annexe A : *Liste des participants inscrits*

Annexe B : *Ordre du jour*

Annexe C : *Liste des décisions et actions*

1. OUVERTURE

1.1. Remarques d'ouverture et introduction du Secrétaire général

Docs : C5-01A *Liste des documents*
 C5-01B *Liste des participants*
 C5-01.4A *Liste de contacts des membres*

Le **Secrétaire général** souhaite la bienvenue aux participants à la cinquième session du Conseil, qui se déroule cette année dans un format hybride virtuel/en personne en raison de la pandémie mondiale. La session a atteint le quorum avec 30 Etats membres du Conseil inscrits et actifs. Il confirme qu'aucun Livre rouge, contenant les commentaires antérieurs sur les propositions au Conseil, n'a pas été présenté à cette occasion, car aucun commentaire n'a été reçu.

Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

Docs : C5-01.2A Rev1 *Ordre du jour*
 C5-01.2B *Calendrier*

Le **président** présente l'ordre du jour et le séquençement proposés, avec des changements mineurs par rapport à ceux de la version diffusée à l'avance.

Décision C5/01 : Le **Conseil** adopte l'ordre du jour et le séquençement tels que proposés et convient d'examiner le document d'information sur le banc d'essai relatif à la S-100 fourni par le KHOA (KR), et par la NOAA (US) (cf. Doc. C5-07.6A INF) à la fin de la session 2, s'il reste suffisamment de temps.

Remarques d'ouverture de la présidente

Docs: C5-01.3A

La **Présidente** du Conseil, Mme **Geneviève Béchar**d, souhaite la bienvenue aux membres et note que la présente session du Conseil apportera une contribution importante à la préparation de la troisième session de l'Assemblée de l'OHI. Parmi les items à débattre figurent les propositions du HSSC, de l'IRCC et du Secrétariat pour la réalisation des indicateurs de performance stratégique

(SPI) assignés à chacun de ces organes pour la mise en œuvre du Plan stratégique de l'OHI, ainsi que la Feuille de route pour la Décennie de mise en œuvre de la S-100 (2020-2030) pour le développement de produits et services numériques. A la suite de discussions bilatérales entre la Présidente et les membres du Conseil, la Présidente informe le Conseil que les Etats membres ont souligné la nécessité pour l'OHI de soutenir le renforcement des capacités de base tout en soutenant la migration vers la S-100. Le rôle des RENC a fait l'objet d'un débat, et les représentants des RENC ont donc été invités par le Président à participer à la session en tant qu'observateurs.

Décision C5/02 : Les membres du Conseil félicitent le Dr Geneviève Béchar, Présidente du Conseil, pour son allocution d'ouverture et conviennent de la participation des représentants du RENC en tant qu'observateurs.

1.4 Dispositions administratives

Docs : C5-01.4A Liste de contacts de membres et références utiles – Documents de base soulignés (Convention relative à l'OHI, Règlement général, Règles de procédure de l'Assemblée, Règles de procédure du Conseil)

Le **Secrétariat de l'OHI** invite tous les membres à vérifier la liste des membres du Conseil et à confirmer leurs informations personnelles, et explique le processus et le calendrier du compte rendu du Conseil, le travail des procès-verbalistes et des quatre rapporteurs aimablement nommés par le Canada, le Pérou, le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique.

Décision C5/03 : Les Etats membres de l'OHI qui ont un siège au Conseil doivent fournir au Secrétariat de l'OHI leurs mises à jour de la liste des contacts du Conseil de l'OHI.

2. ITEMS REQUIS PAR LA 2^{ème} ASSEMBLEE DE L'OHI

2.1. Mise à jour sur le laboratoire conjoint OHI-Singapour – Propositions du Conseil au comité directeur (Décision A2/08) (A débattre au point 4.5 de l'ordre du jour).

2.2. Rapport sur l'application des principes de l'ISO 9001 (A débattre dans le cadre des rapports du HSSC et de l'IRCC aux points 4.1 et 4.2 et 6.1 de l'ordre du jour). Décision A2/12

Decision C5/40 : Le Conseil approuve la proposition du HSSC selon laquelle les principes de la norme ISO 9001 seront expérimentés pour l'élaboration de la spécification de produit pour les ENC de la S-101 éd. 2.0.0. (date limite : C-6)

Le président de l'IRCC accepte également d'entreprendre la sélection d'un thème parmi les programmes de travail des entités subordonnées de l'IRCC, auquel les principes de l'ISO 9001 seront appliqués.

Action C5/08 : Le Conseil invite l'IRCC à identifier un thème sur lequel les principes de l'ISO 9001 devraient être appliqués et à le proposer au Conseil aux fins d'aval (date limite : IRCC-14/C-6)

2.3. Débat sur la meilleure voie à suivre pour progresser dans la définition des intérêts hydrographiques (Décisions A2/14).

La **Présidente** rappelle que le C-4 a invité les parties intéressées par l'élaboration d'une définition des intérêts hydrographiques à soumettre une proposition conjointe pour examiner les documents existants, résoudre les divergences et soumettre une proposition unique consolidée sur la définition des intérêts hydrographiques. Un débat sur ce point n'avait pas été prévu pour le C-5. Cependant, elle se réjouit de faire savoir que l'Argentine, le Brésil, l'Inde et l'Uruguay ont commencé à collaborer et que les travaux sur cet item sont en cours.

L'Inde félicite la présidente du Conseil pour son travail visant à instaurer une collaboration entre les parties intéressées. Elle indique que des débats sont en cours entre les parties intéressées, qui tentent de trouver une approche consensuelle pour la définition des intérêts hydrographiques. Se référant au débat sur les indicateurs de performance stratégique de l'OHI, elle précise que les intérêts de l'Organisation peuvent être résumés comme suit : i) capacité d'entreprendre des levés, dont chaque pays devrait disposer ; ii) mise à disposition des ENC et des produits pour le bénéfice de la société dans son ensemble ; et iii) renforcement des capacités et interaction internationale. Il n'est pas évident de savoir dans quelle mesure la question du tonnage correspond à ces SPI ou les reflète. Par conséquent, elle demande au Conseil de réfléchir à la manière dont la définition des intérêts hydrographiques pourrait mieux refléter les objectifs stratégiques de l'OHI.

Décision C5/04 : Le Conseil remercie la Présidente du Conseil pour la mise à jour sur les travaux en cours par les **parties intéressées Argentine Brésil, Inde et Uruguay, etc.** et les invite à présenter un rapport consolidé sur les moyens possibles de progresser, incluant une évaluation de l'impact sur les documents de base de l'OHI. (date limite : C-6 / -3 mois¹)

2.4. Rapport d'étape sur la pertinence et l'applicabilité des nouveaux indicateurs de performance stratégique (A débattre au point 6.1 de l'ordre du jour, en tenant compte des recommandations du Secrétaire général pour le programme 1 au point 6.1 de l'ordre du jour, des présidents du HSSC et de l'IRCC pour les programmes 2 et 3 aux points 4.1 et 4.2 de l'ordre du jour.).

2.5. Proposition de version 1.x de la Feuille de route pour la Décennie pour la mise en œuvre de la S-100 (A débattre au point 4.4 de l'ordre du jour suite aux propositions du HSSC et de l'IRCC aux points 4.1 et 4.2 de l'ordre du jour). Décision A2/20

2.6. Mise à jour sur le concept hybride (transition des ENC de la S-57 aux ENC de la S-101) (A débattre au point 4.1 de l'ordre du jour). Décision A2/33

2.7. Liste cumulée des décisions de l'A-2 affectant le Conseil (Décisions A2/02², A2/04², A2/06², A2/08, A2/11², A2/12, A2/14, A2/20, A2/30, A2/31, A2/33).

Doc : C5-02.7A

1.2. ITEMS REQUIS PAR LE CONSEIL DE L'OHI

1.3. Examen du statut des décisions et actions du C-4

Doc: C5-03.1A

Le Secrétariat de l'OHI fait savoir que la plupart des décisions et actions du C-4 ont été mises en œuvre ou seront débattues dans le cadre du point correspondant. Les décisions et actions en suspens non couvertes sont les suivantes :

Décision and Action C5/05: Le Conseil suivra la progression de la tâche confiée au HSSC et à l'IRCC de réviser les résolutions de l'OHI concernant la PRO 2.3 lorsque la mise en œuvre opérationnelle du concept sur la S-100 sera suffisamment avancée. **Le HSSC et l'IRCC feront des propositions pour aval du Conseil, selon qu'il convient.** (date limite : C-6 le cas échéant en préparation de l'A-3)

¹ pour soumission conformément aux ROP du Conseil.

² Terminé.

Le président du HSSC et le Secrétariat de l'OHI confirment que cette action est en cours.

Décision C5/06 : Le **Conseil** invite l'IRCC à charger le CBSC d'élaborer un système d'indicateurs de performance pour mesurer, sous la conduite du CBSC et conformément au plan stratégique révisé, l'efficacité et l'efficience des activités CB. Ce système devrait être axé sur les résultats concrets du soutien en matière de CB, et non sur la quantité ou les exemples d'activités de CB. (date limite : C-6)

Le président de l'IRCC et le Secrétariat de l'OHI confirment que cette action est également en cours.

4. ITEMS REQUIS PAR LES ORGANES SUBSIDIAIRES

4.1 Rapport et propositions du HSSC (incluant la mise à jour sur le concept hybride (transition des ENC de la S-57 vers les ENC de la S-101))

- Annexe A : Indicateurs de performance stratégique attribués au HSSC et mesures proposées.
- Annexe B : Proposition d'annexe 2 (version 1.0, du 7 juillet 2021) à la Feuille de route pour la décennie pour la mise en œuvre de la S-100 (2020-2030).

Doc : C5-04.1A Rev1

Le **Président du HSSC** rend compte des travaux du Comité pour le cycle actuel du Conseil, lesquels ont continué malgré les contraintes imposées par la pandémie.

Décision C5/09 : le **Conseil** prend note du rapport et félicite le HSSC, ses groupes de travail et les organisations qui le soutiennent pour les excellents résultats obtenus en 2020-2021 malgré les obstacles engendrés par la pandémie.

Les priorités recommandées par le HSSC pour la mise en œuvre de la Feuille de route pour la Décennie pour la mise en œuvre de la S-100 (2020 -2030) étaient, premièrement, les spécifications de produit prenant en charge le mode de suivi de la route prévu pour être couvert par les spécifications d'interopérabilité des produits de données S-98 (S-98, éd. 1.0.0) et, deuxièmement, les spécifications de produit prenant en charge le mode de planification de la route de navigation à couvrir dans les futures éditions de la S-98. Le S-100 WG développe actuellement un ensemble de données d'essai ECDIS pour la S-100, identifié en tant que S-164. Le Secrétariat de l'OHI tiendra à jour le calendrier de la spécification des produits prioritaires sous la forme d'un diagramme de Gantt à version contrôlée et fera un compte rendu annuel au Conseil de l'OHI.

Le HSSC a identifié trois options pour la production parallèle des ENC de la S-57 et de la S-101 :

- (1) Les Services hydrographiques (SH) convertiraient leurs propres modèles de base de données de la S-57 à la S-101 et produiraient les deux produits à partir de leurs propres bases de données ;
- (2) Les SH mettraient à jour leurs outils de production et concevraient uniquement des produits à partir de la S-101, les RENC étant susceptibles de proposer des services de conversion de la S-101 à la S-57 ; ou bien
- (3) Les SH continueraient à produire uniquement des données S-57, les RENC assurant leur conversion en données S-101.

La troisième option a été considérée comme moins favorable, mais elle pourrait constituer une solution à court terme pour les Etats membres ayant une capacité inférieure et un nombre d'ENC exploitées comparativement faible. Des travaux supplémentaires sont nécessaires pour élaborer des orientations plus détaillées sur la future production parallèle de la S-57 et de la S-101.

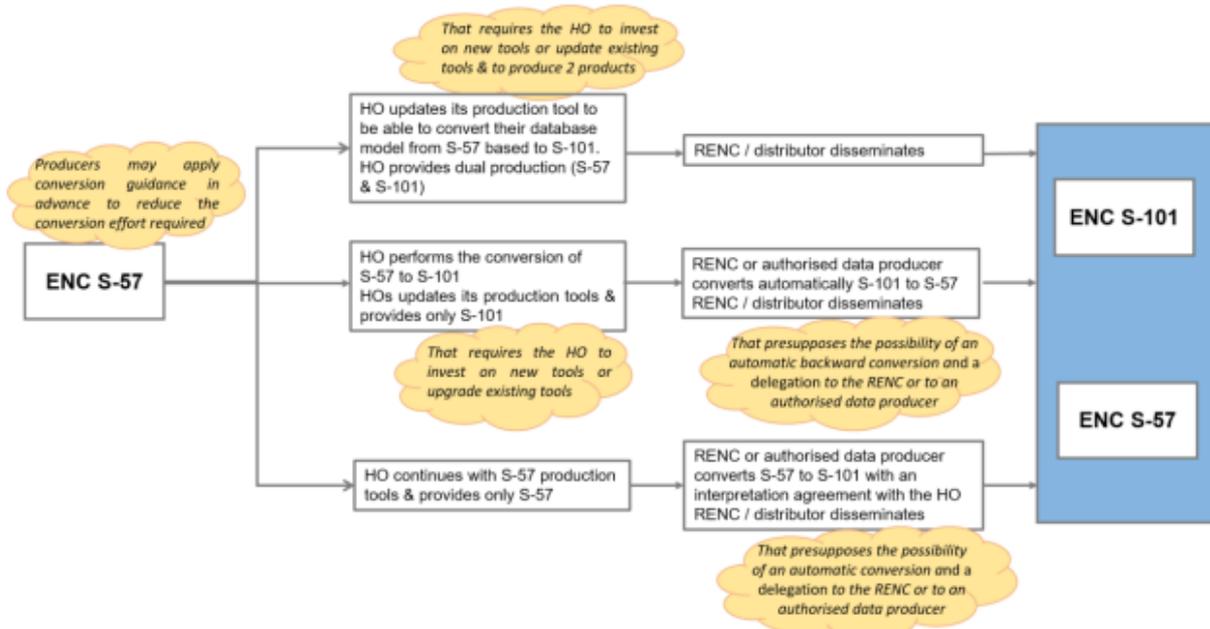


Figure 1 Options possibles pour les SH en vue de la production future d'ENC de la S-101, conjointement avec la maintenance/production de la S-57.

Il est indiqué que le projet de document de gouvernance sur le concept hybride sera examiné par le HSSC-14, puis soumis au C-6.

Décision et Action C5/10 : Le Conseil prend note des actions en cours au sein du HSSC pour l'élaboration d'un document de gouvernance à l'appui du concept hybride et des actions associées. Le HSSC rendra compte des résultats lors de la prochaine réunion. (date limite : C-6)

Afin d'élaborer un document d'orientation sur le concept hybride, le S-100 WG, sous l'égide du HSSC, a organisé une série d'ateliers au cours desquels le sujet a été débattu, ainsi que la poursuite future de la fourniture du système-ENC (SENC). Le Groupe de travail sur la tenue à jour des normes ENC (ENCWG) travaille également sur un document d'orientation pour les SH traitant de la façon dont les caractéristiques des ENC pourraient être améliorées pour soutenir la conversion automatisée vers la S-101. Il est attendu que les travaux soient en partie réalisés en collaboration avec le laboratoire conjoint OHI-Singapour pour l'innovation et la technologie (IHO Lab.).

La révision du document « ECDIS - Guide de bonnes pratiques » et des normes de fonctionnement des ECDIS de l'Organisation maritime internationale (OMI) devaient être examinés par le Sous-comité de la navigation, des communications et de la recherche et du sauvetage (NCSR-9) de l'OMI en juin 2022. L'examen d'une proposition des Etats membres de l'Union européenne de l'OMI visant à réviser les normes de fonctionnement de l'ECDIS pour y inclure les plans de route de la S-104 a été reporté à la 105^{ème} session du Comité de la sécurité maritime de l'OMI. La réunion HSSC 13 a convenu de la création d'un groupe de rédaction, avec la participation confirmée du CIRM, de l'IEC et d'INTERTANKO, afin de pouvoir soumettre des projets de documents au NCSR 9.

Décision C5/11 : Le Conseil prend note des travaux en cours menés par le groupe directeur du HSSC, par le CIRM, par l'IEC et par INTERTANKO en vue de la révision de la circulaire MSC.1/Circ.1503/Rev1 de l'OMI intitulée « ECDIS - Guide de bonnes pratiques » et de la résolution MSC.232(82) intitulée « Normes de fonctionnement des ECDIS ». (date limite : HSSC-14/NCSR-9 (Juin 2022) puis C-6)

Une équipe de projet sous l'égide du Groupe de travail sur la cartographie marine (NCWG) a été mise sur pied pour développer une bibliothèque de symboles de base afin de soutenir la production

automatisée des cartes marines papier à partir des données de la S-101.

Décision et Action C5/12 : Le **Conseil** doit continuer à suivre la mise en œuvre par le **HSSC** des recommandations sur le futur de la carte marine papier, selon qu'il convient. Le Conseil prend note de la création d'une équipe de projet chargée de la symbologie de base afin de soutenir la production automatisée des cartes marines papier à partir des données de la S-101 et de la priorité accordée aux ICCWG des CHR pour qu'ils se concentrent sur les schémas d'ENC. (date limite : HSSC-14/C-6)

Le nouveau groupe de travail sur les levés hydrographiques (HSWG) s'est réuni pour la première fois fin juin 2021. Deux nouvelles équipes de projet ont été créées, la première pour élaborer une nouvelle spécification de produit pour les démarcations polygonales des zones maritimes mondiales de la S-130, et la seconde pour répondre aux besoins des navires de surface autonomes (MASS) en matière de données et de services de navigation.

Au cours de la discussion qui suit, la **France** fait remarquer que la première option, à savoir la production parallèle de données S-57 et S-101, risquait de dépasser les capacités de nombreux SH, tandis que la troisième option pourrait signifier que des données non issues de la S-101 seraient produites par certains SH, si la conversion de la S-57 à la S-101 était laissée exclusivement aux RENC. La **France** privilégie donc la deuxième option, la S-101 devenant la norme de référence par défaut.

La Nouvelle-Zélande est également favorable à la deuxième option et soutient les travaux visant à établir des normes pour la production automatisée de cartes marines papier à partir des données S-100. **La Nouvelle-Zélande** note que la S-101 est encore en cours d'évolution, que certains petits SH auraient de toute façon du mal à mettre en œuvre la technologie S-100, et que le passage à la S-101 doit être plus rapide que le passage à la S-57, afin d'obtenir une couverture conséquente.

Les Etats-Unis soulignent la nécessité de mettre au point un ensemble standard de symboles à utiliser dans les systèmes de production automatisés de cartes papier basés sur les ENC. La nouvelle équipe de projet du NCWG chargée de la symbologie des lignes de base devrait établir des symboles et des règles simplifiés pour la production de cartes papier qui soient accessibles et applicables à la S-57 et à la S-101. Les Etats-Unis notent que de nombreux Etats membres transforment déjà leurs environnements de production de cartes papier afin de tirer parti des processus automatisés. Le fait de mettre l'accent sur une plus grande collaboration dans le cadre des efforts déployés à l'échelle mondiale permettra d'établir un ensemble normalisé de règles relatives aux symboles et aux représentations, avalisé par le NCWG et approuvé par le HSSC d'ici un an ou deux. De nombreux SH utiliseront ces règles dès leur mise à disposition.

L'Australie attire l'attention sur le haut niveau de ressources dont les Etats membres auront besoin pour maintenir le système « hybride ». Des outils de conversion devraient être développés rapidement, et la S-57 ne devrait plus être utilisée dès que possible. **L'Australie** est favorable à la première option.

La Fédération de Russie est également favorable à la première option, selon laquelle toute la production devrait relever de la responsabilité nationale.

Les Pays-Bas et **la France** font remarquer que, dans la troisième option, les Etats membres continueraient à être juridiquement responsables du contenu des ENC qu'ils fournissent, les RENC exerçant une fonction purement contractuelle qui nécessiterait une vérification et un suivi.

PRIMAR attire l'attention de son groupe de travail sur la conversion de la S-57 vers la S-101 et vice-versa, qui devrait parvenir à des conclusions sur son rôle dans le domaine de la conversion de la S-101 au cours de l'année prochaine.

Le Secrétaire général indique que la valeur ajoutée de la série de normes S-100 ne provient pas

uniquement des ENC de la S-101 elles-mêmes, mais qu'elle réside dans le développement de nombreux autres produits associés à la S-100, tels que les informations sur le niveau de l'eau ou les courants de surface. Les services qui permettraient à l'utilisateur final de bénéficier de ces produits devraient être établis au niveau régional ; la constitution d'une masse critique au sein des régions encouragera les fournisseurs de données, les fabricants d'équipements d'origine (OEM) et les utilisateurs à intégrer ces domaines.

Décision C5/13 : Le **Conseil** suivra la progression de la tâche confiée au **HSSC** de préparer (*fait*) et à présent de tenir à jour un compte rendu synoptique des différentes options offertes aux SH pour la production future des ENC de la S-101 conjointement avec la maintenance/production de la S-57 (date limite : C-6)

Décision et Action C5/14 : Au vu des délais entre les réunions HSSC-14 et IRCC-14 en 2022 et du calendrier de soumission des rapports et propositions au C-6, le **Conseil** invite **les présidents du HSSC et de l'IRCC** à préparer les comptes rendus des réunions de 2022 en gardant à l'esprit qu'ils seront utilisés/soumis directement en qualité de rapports et de propositions aux fins d'examen par le C-6 (date limite : juillet 2022)

4.2 Rapport et propositions de l'IRCC

Doc : C5-04.2A

Le président de l'IRCC présente son compte rendu sur les activités du comité. Notant que la participation à l'IRCC-13 a été bonne, il déclare qu'un mélange judicieux de réunions virtuelles, hybrides et en personne devra être trouvé à l'avenir. Il est demandé aux présidents des commissions hydrographiques régionales (CHR) de concentrer leurs comptes rendus oraux sur les travaux relatifs au plan stratégique et à l'analyse des lacunes, les résultats importants et les propositions à l'IRCC. Dans le même ordre d'idées, les questions soulevées par les présidents des commissions hydrographiques régionales (CHR) concernaient le besoin de conseils sur la détermination des valeurs des indicateurs de performance stratégique (SPI) au niveau régional et la mise en œuvre de la norme S-100, les problèmes de communication entre les Etats membres renforcés par la pandémie, la faible productivité des visioconférences, la difficulté de recruter de nouveaux Etats membres, la mise en œuvre des initiatives de l'Infrastructure de données spatiales maritimes (IDSM), le report des projets de renforcement des capacités et l'importance de la formation en ligne. De plus amples informations et détails sont contenus dans le rapport écrit.

Décision et Action C5/15 : Le **Conseil** prend note du rapport et félicite l'IRCC, les CHR et les sous-comités de l'IRCC pour leurs réalisations ainsi que pour les résultats de l'atelier de l'IRCC d'octobre sur le plan stratégique.

Le **Conseil**, reconnaissant la nécessité de formuler d'autres recommandations sur l'exécution du plan stratégique dans les **CHR** par les Etats membres, invite **l'IRCC** à fournir ces recommandations aux CHR de manière prioritaire (date limite : avant avril 2022/IRCC-14/C-6).

Le **Conseil** reconnaît la nécessité d'organiser d'autres ateliers IRCC à l'appui de l'exécution du plan stratégique de l'OHI.

Le président de la Commission hydrographique sur l'Antarctique (CHA) rend compte d'une question : l'examen du rôle élargi des coordonnateurs de cartographie marine régionaux pour la mise en œuvre de la feuille de route pour la S-100. Le président rapporte également qu'un débat a eu lieu

sur l'application de la résolution 2/1997 de l'OHI aux statuts de la CHA.

Les graphiques fournis par le sous-comité du Service mondial d'avertissements de navigation (SMAN) montrent les tendances en matière de diffusion des renseignements sur la sécurité maritime (RSM). Le premier montre le pourcentage de coordinateurs nationaux fournissant les RSM dans les différentes NAVAREAs qui ont fourni des RSM en 2020, une information qui peut être utilisée pour mesurer l'efficacité du cours de renforcement des capacités en matière de RSM, et pour déterminer sur quels points concentrer les futures formations de renforcement des capacités. Le second graphique montre une tendance à l'augmentation de la diffusion des avertissements de navigation - 14% au cours des 5 dernières années. Un cours de formation pour les formateurs devait être proposé pour remédier au manque de formateurs qualifiés.

Le projet « Promouvoir le rôle des femmes dans le domaine de l'hydrographie » a démarré avec une réunion de lancement par téléconférence virtuelle le 28 septembre 2021. Financé par le Canada jusqu'en 2024 et bénéficiant d'un soutien important du Secrétariat de l'OHI, le projet a notamment pour objectif de donner plus de visibilité aux femmes dans le domaine de l'hydrographie et d'accroître la diversité des genres dans ce domaine. Les domaines d'action comprennent la promotion, les contacts et la formation, y compris les stages, les expériences en mer et les activités de formation en milieu professionnel. Une page web dédiée (<https://iho.int/en/basic-cbasc-ewh>) Une page web spécifique a été créée pour ce projet dans le cadre du Sous-comité sur le renforcement des capacités (CBSC). L'équipe de projet a été créée pour le centre de formation en ligne de l'OHI, avec un mandat et des règles de procédure. Les essais opérationnels auprès des Etats membres de l'OHI devaient commencer en 2022. Toutefois, le succès de l'initiative de formation en ligne dépendait des contributions des Etats membres et des partenaires en termes de matériel de formation en ligne.

Décision C5/16 : Le Conseil suivra les progrès réalisés par l'IRCC pour établir un centre de formation en ligne de l'OHI, basé sur la PRO 3.3 de l'A-2 et sur les recommandations correspondantes des IRCC/CSBC. (date limite : C-6)

Décision C5/17 : Le Conseil suivra les progrès réalisés par l'IRCC sur le point de travail du CBSC intitulé « La promotion des femmes dans l'hydrographie » (Empowering Women in Hydrography, EWH (date limite : C-6)

Le groupe de travail (GT) sur la base de données mondiale pour les cartes électroniques de navigation (WEND) a concentré ses efforts sur les principes WEND-100. L'IRCC a avalisé les recommandations faites sur la modification de la Feuille de route pour la mise en œuvre de la S-100 (annexe A) et demande l'approbation du Conseil. Il est donc demandé au Conseil de prendre note de l'adoption des principes WEND-100 (OHI C 37/2021).

Dans le cadre de l'IRCC, deux enquêtes - l'une sur la production des cartes électroniques de navigation à haute densité (HD ENC) et l'autre sur l'analyse opérationnelle de la S-100 - ont été diffusées aux Etats membres dans les LC 26/2021 et LC 27/2021, respectivement.

Le concept de MSDI V2.0 a été présenté, le modèle de gouvernance SDI de l'Arctique étant proposé comme modèle à suivre pour la coopération MSDI au sein des CHR. Le MSDIWG a coopéré étroitement avec le groupe de travail sur l'information géospatiale maritime du Comité d'experts des Nations Unies sur la gestion de l'information géospatiale à l'échelle mondiale (UN-GGIM) ainsi qu'avec l'Open Geospatial Consortium (OGC) (voir LC 41/2021).

Le groupe de travail du réseau OHI-UE a contribué aux programmes de l'Union européenne, en se concentrant sur les portails EMODnet, en particulier sur EMODnet Bathymetry. La planification spatiale maritime a constitué un autre centre d'intérêt. La directive européenne 2019/2024 sur les données ouvertes et la réutilisation des informations du secteur public, selon laquelle les jeux de données de haut niveau sont considérés comme des données ouvertes, a un impact possible sur

les Services hydrographiques (SH) si elle s'applique aux données ENC.

La faible qualité des soumissions initiales au Comité international FIG/OHI/ACI sur les normes de compétence pour les hydrographes et les spécialistes en cartographie marine (IBSC), reflétant les difficultés d'interprétation des nouvelles normes, occasionne une lourde charge de travail pour les révisions intersessionnelles.

Les points de vue des SH concernant la bathymétrie participative (CSB) ont été hétérogènes ; il convient de souligner que l'objectif était de collecter des données dans des zones peu ou pas hydrographiées. La publication B-12 de l'OHI a été mise à jour. Les Etats membres de l'OHI et les parties prenantes ont été invités à contribuer et encouragés à fournir des données bathymétriques. Le comité directeur de la Carte générale bathymétrique des océans (GEBCO) a fait état d'une augmentation de la couverture des données, qui est passée de 6 % à près de 21 % des fonds marins : les principaux défis consistent à amener les gouvernements, les institutions et l'industrie privée à partager les données bathymétriques, et à déterminer comment cartographier les 80 % restants des fonds marins non cartographiés de la planète. Il convient de promouvoir la cartographie des fonds marins et d'encourager les contributions à « Seabed 2030 ». Une présentation de Shell sur les « contributions habilitantes » avait mis en évidence la nécessité de simplifier les processus d'autorisation complexes des pays qui entravent le don de données. La collaboration entre les SH et le régulateur des ressources naturelles doit être améliorée, et les exigences d'autorisation pour l'acquisition systématique de données lors des transits dans la ZEE doivent être simplifiées.

Le premier atelier de l'IRCC sur le plan stratégique et les indicateurs de performance stratégique de l'OHI s'est tenu le 7 octobre 2021, sous forme de téléconférence virtuelle avec plus de 70 participants, afin de faciliter l'échange d'informations et le débat pour améliorer la coordination au sein de l'IRCC ; D'autres ateliers de ce type sont prévus. La Commission hydrographique du Pacifique sud-ouest (CHPSO) a fait une excellente analyse des lacunes concernant la capacité des régions à rendre compte des indicateurs de performance stratégiques du plan stratégique de l'OHI. Cette analyse pourrait servir d'exemple aux autres CHR.

Au cours du débat, la **Norvège**, s'exprimant en tant que présidente du sous-comité sur le renforcement des capacités, a reconnu les généreuses contributions de la République de Corée, du Japon et du Canada, mais a exprimé une préoccupation générale quant au manque de financement de projets non spécifiques. Il a été suggéré que le projet Promouvoir le rôle des femmes dans le domaine de l'hydrographie soit complété par d'autres efforts de sensibilisation, comme rendre compte de l'égalité des genres au sein des SH. Les CHR devraient demander à leurs entités subordonnées de développer des contenus de formation en ligne afin de soutenir le centre de formation en ligne. Il a été noté que, malgré l'impulsion donnée par Seabed 2030 et par la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques, la majeure partie de l'augmentation signalée dans la couverture provenait de la mise à disposition de données existantes, de sorte qu'il faudra attendre plusieurs générations avant de disposer d'une cartographie globale complète. L'exercice du leadership a impliqué non seulement la responsabilité de représenter son pays, mais aussi de remettre en question et d'améliorer les réglementations nationales pour améliorer la GEBCO, ce qui a permis d'améliorer la modélisation du climat et de suivre la biodiversité marine.

La **République de Corée** indique que son pays s'efforcera de développer les cours de formation en ligne nécessaires pour que le centre de formation en ligne de l'OHI puisse être opérationnel à partir de 2022 et qu'elle étudiera la possibilité d'allouer davantage de fonds non affectés.

L'Inde mentionne la nécessité de quantifier les bénéfices de la formation, par exemple en termes d'employabilité, et de veiller à ce que le temps et les fonds consacrés à la formation soient comptabilisés. L'accroissement du nombre de messages RSM pourrait être considéré comme une indication positive par rapport à la zone NAVAREA VIII. Toutefois, le faible nombre d'utilisateurs du service SafetyCast d'Iridium compromet la rentabilité de son utilisation ; il conviendrait d'envisager

des mesures visant à favoriser son adoption, par exemple en proposant initialement le service gratuitement afin que les utilisateurs puissent en comprendre les avantages.

Le Directeur de l'OHI Sinapi a salué le travail d'équipe exceptionnel réalisé par l'IRCC et ses entités subordonnées dans le contexte difficile de la pandémie. Le programme de formation parrainé par l'OHI avec le soutien de généreux donateurs, dont la République de Corée, la Nippon Foundation, l'UKHO et les Etats-Unis, constitue un excellent exemple de réponses innovantes à ce défi.

Le Portugal prend note de la conclusion de la Commission hydrographique de l'Atlantique orientale selon laquelle l'approche en matière de renforcement des capacités doit être améliorée : La formation en ligne à elle seule n'est pas suffisante pour atteindre l'objectif de donner aux pays moins développés une réelle capacité hydrographique - une formation sur le tas est également nécessaire. La stratégie CB devrait être alignée sur les actions de coopération bilatérale, menées par les nations disposant d'une plus grande capacité hydrographique.

La Colombie fait savoir que, grâce à un programme de vaccination national, elle peut organiser l'atelier MSDI entre les trois commissions d'Amérique latine en décembre de cette année, en présentiel.

La Colombie prend également note de la solution consistant à accorder une prolongation de six mois pour mener à bien les aspects pratiques de la formation qui n'ont pas pu être réalisés dans le cadre de la formation en ligne pour la catégorie A et la catégorie B.

L'adjoint aux Directeurs de l'OHI Guillam souligne également les travaux du Sous-comité de la GEBCO sur les noms des formes du relief sous-marin pour la fourniture de données bathymétriques associées au DCDB de l'OHI et à Seabed2030.

4.3 Laissé intentionnellement en blanc

4.4 Version 1.x proposée de la Feuille de route pour la Décennie pour la mise en œuvre de la S-100

Doc. : C5-04.4A

Les membres visionnent une vidéo produite par l'Agence hydrographique et océanographique de Corée (KHOA) pour célébrer un siècle de coopération internationale en hydrographie à l'occasion de la Journée mondiale de l'hydrographie 2021. Le président du HSSC présente ensuite les amendements proposés par le HSSC à la Feuille de route pour la Décennie pour la mise en œuvre de la S-100 (2020-2030). Il s'agit tout d'abord d'un amendement élargissant la liste des produits S-100 de l'OHI en mettant l'accent sur les produits S-100 du tableau A, et en les regroupant dans la première étape du mode de suivi de la route (S-101, S-102, S-104, S-111, S-124, S-128, S-129) et la deuxième étape du mode de planification de la route (S-122, S123, S-125, S126, S-127 et S-131). En second lieu, une proposition de modification du paragraphe 2 pour clarifier l'état d'avancement de la S-101. En troisième lieu, le HSSC propose d'inclure en tant qu'annexe 2 de la feuille de route, un diagramme de Gantt montrant l'évolution et le calendrier des spécifications du produit S-100, ainsi qu'un diagramme synoptique montrant les trois options de production parallèle des bases de données S-57 et S-101.

Au cours du débat, les Etats-Unis font remarquer qu'en tant qu'organisation technique et consultative, l'OHI devrait s'efforcer de créer un environnement de données innovant, mais aussi faire preuve de souplesse pour permettre aux nations signataires de la convention SOLAS de satisfaire aux exigences de la règle 9 du chapitre V - qui établit la responsabilité d'une nation d'organiser la fourniture de services hydrographiques - de différentes manières. Cela est illustré par les débats du Conseil sur les multiples options envisageables pour progresser dans le cadre d'une norme, la S-101. Compte tenu des différences qui existent entre les nations qui disposent de grands

Services hydrographiques et les petites nations côtières qui sont des Etats signataires, il faut accepter la nécessité de solutions nationales multiples pour la fourniture de données, de produits et de services hydrographiques. Il encourage le Conseil à reconnaître qu'il n'y aura pas de solution unique : Le Conseil pourrait utiliser son rôle, par le biais des CHR, pour encourager la gestion des programmes de travail en tenant compte de la nécessité de flexibilité et d'innovation.

Décision C5/23 : Le Conseil prend acte de la déclaration des Etats-Unis qui demandent à l'OHI d'accepter une certaine souplesse dans l'application des normes de l'OHI (en particulier pour les production, diffusion et services WEND-100 en particulier) comme le prévoit la règle 9 du chapitre V de la Convention SOLAS.

En réponse à la question d'un membre sur la raison pour laquelle le calendrier de la S-102 a été reculé d'un an dans le diagramme de Gantt, le président du HSSC explique que le report du calendrier de la S-102 est dû aux limites du format de téléconférence virtuelle, car des débats plus approfondis sont nécessaires sur la manière dont la S-102 sera utilisée en pratique dans les environnements de navigation. Le Secrétaire général fait observer que le WEND-100 est confronté à un défi similaire, dans la mesure où des débats approfondis sont nécessaires pour déterminer comment le WEND-100 fonctionne en combinaison avec les exigences de SOLAS. L'OHI fait preuve de pragmatisme dans son soutien aux pays en développement en les aidant à se conformer à leurs accords SOLAS. On peut s'attendre à ce qu'à l'avenir, des solutions régionales soient appelées à jouer un rôle plus important.

Décision C5/18 : Le Conseil approuve la liste de propositions d'amendements des produits S-100 axés sur des aspects particuliers (par exemple, la planification, le suivi de la route), tels que cités dans le tableau A de l'annexe A du rapport du HSSC.

Décision C5/19 : Le Conseil approuve la proposition d'amendement à la feuille de route pour la mise en œuvre de la S-100 afin de clarifier l'état d'avancement de la S-101, comme indiqué à l'annexe B du rapport du HSSC.

Décision C5/20 : Le Conseil approuve la proposition d'annexe 2 à la Feuille de route pour la décennie de mise en œuvre de la S-100 (2020-2030), telle que décrite à l'annexe B du rapport du HSSC (produits S-1xx, calendrier de développement des spécifications de produits et diagramme synoptique de la S-57 à la S-101).

Décision C5/21 : Le Conseil approuve l'amendement à la feuille de route pour la mise en œuvre de la S-100, tel que proposé par le WENDWG et qui figure dans l'annexe A du rapport de l'IRCC.

Décision C5/22 : Le Secrétariat de l'OHI téléchargera la version 2.0 de la feuille de route, y compris les amendements approuvés. (date limite : 31 janvier 2022).

Décision C5/24 : La présidente du Conseil, les présidents des HSSC/IRCC et le Secrétaire général soutenus par des experts en la matière et les Etats membres, selon qu'il convient, tiendront à jour la feuille de route pour la mise en œuvre de la S-100 en tant que version contrôlée progressive du document (incluant des commentaires et des délais) sur une base annuelle.

Décision C5/25 : Le SG, la présidente du Conseil, les présidents du HSSC et de l'IRCC examineront l'ajout de trois annexes liées aux WP 1, 2 et 3 de la feuille de route pour la mise en œuvre de la S-100 de l'OHI.

Décision C5/26 : L'Assemblée ayant pris note de la mise à jour des interrelations et des tâches, le Secrétaire général continuera à assurer la liaison avec [l'OMI et] les autres parties prenantes et organisations pertinentes impliquées dans le développement d'autres produits basés sur la S-100.

4.5 Mise à jour sur le laboratoire conjoint OHI-Singapour pour l'innovation et la technologie – Propositions du Conseil au comité directeur.

Doc. : C5-4.5A

Singapour, résumant les activités du laboratoire conjoint OHI-Singapour pour l'innovation et la technologie, rend compte de deux réunions du comité directeur, le 28 avril et le 8 septembre 2021. Une procédure en deux étapes pour la soumission de propositions de projets a été mise en place, la première étape consistant à assurer un financement suffisant et la deuxième étape consistant à présenter une proposition plus détaillée dès qu'un bénéficiaire a été identifié. Il décrit le projet de développement du document d'orientation sur la conversion de la S-57 vers la S-101 ; les commentaires concernant les bancs d'essai et les innovations telles que l'essai du système de suivi oculaire coréen « eye tracker » sont pris en compte. Le projet de base de données sur les infrastructures portuaires maritimes a suscité l'intérêt de ports en Norvège, ainsi qu'à Singapour et dans le groupe de travail sur la connectivité maritime. La plateforme de connectivité maritime examine non seulement l'authentification, mais aussi la question des données centralisées ou décentralisées. Le site web de l'OHI-Singapore Lab. a été lancé, avec l'aide du Secrétariat. Il propose que le site web de l'OHI puisse utilement être utilisé comme base de registres des projets afin de clarifier qui fait quoi. Deux projets pilotes ont été approuvés. La participation des parties prenantes de l'industrie doit être encouragée.

En réponse, les **Etats-Unis** notent l'importance particulière des projets concernant l'interopérabilité de la S-57 et de la S-100.

Décision C5/27 : Le **Conseil** prend note de la mise à jour sur le laboratoire conjoint OHI-Singapour pour l'innovation et la technologie, y compris les procédures simplifiées pour la soumission de propositions de projets.

Décision C5/28 : Le **Conseil** approuve les propositions de projets du **HSSC** : a. Essai de conversion automatisée de la S-57 vers la S-101 à l'appui du concept hybride ; et b. Prototypage d'une base de données (et d'une interface) de la S-131 pour les informations sur les ports maritimes.

Action C5/29 : Le **Conseil** charge le **HSSC** d'encourager l'**ENCWG** et le **NIPWG** à gérer leurs demandes de projets respectivement par le biais du Lab.

5. PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET ANNUELS DE L'OHI

5.1 Examen de l'état financier actuel de l'OHI

Docs. :C5-5.1A

Le **Secrétaire général** passe en revue la situation financière actuelle de l'Organisation. 80,19% des Contributions des Etats membres dues en 2021 ont été reçues, ce qui est inférieur à la fois à l'année précédente (84,6%) et à la moyenne des 5 dernières années (84,09%) ; il est difficile de savoir si ce chiffre a été influencé par le COVID-19. Deux Etats membres n'avaient pas encore payé leurs contributions pour 2019 ; cinq Etats membres n'ont pas encore payé leurs contributions pour 2020. Trois Etats membres ont payé leurs contributions par anticipation pour 2022. Il souhaite la bienvenue au Kenya, nouvel Etat membre de l'OHI, et à la République démocratique du Congo, qui a payé ses arriérés et a été réintégrée en tant qu'Etat membre de l'OHI après une longue suspension en 1983.

Le **Secrétaire général** détaille les dépenses du Fonds pour les projets spéciaux qui s'élèvent à 46100 €. Les projets parrainés comprenaient l'élaboration de la spécification de produit S-131 (infrastructure

portuaire maritime) ; le développement du document de concept ECDIS S-100 ; et les mises à jour UML pour l'édition S-100 5.0.0. Les dépenses relatives aux projets de renforcement des capacités, d'un montant total de 337100 €, comprenaient des fonds pour le renforcement des capacités de l'OHI destinés à couvrir une visite technique en Côte d'Ivoire ; les dépenses du responsable de projet financées par la Nippon Foundation ; et les dépenses du responsable du projet et un programme éducatif de catégorie A financés par la République de Corée. Une approche budgétaire prudente a toujours permis de dégager un léger excédent en fin d'année, souvent affecté au Fonds pour les projets spéciaux et/ou au Fonds pour le renforcement des capacités. Toutefois, l'excédent pour 2021 était estimé à 465 000 €, ce qui était inhabituellement élevé en raison de l'impact du COVID-19 sur les coûts de personnel et les coûts opérationnels, qui comprenaient les déplacements. Les dépenses de personnel (207 000 €), les frais de fonctionnement (25 000 €) et les dépenses d'investissement (8 000 €) étaient tous inférieurs au budget. Les propositions relatives à l'utilisation de cet excédent seront débattues par la Commission des finances et soumises à l'approbation du Conseil au cours du premier semestre 2022.

Décision C5/30 : Le **Conseil** prend note des informations fournies sur l'état financier actuel.

Action C5/31 : Le **Conseil** invite le **Secrétaire général** à faire des recommandations aux **membres du Conseil**, par lettre circulaire de la Commission des finances, sur l'affectation de l'excédent prévu pour 2021, la priorité étant donnée à l'affectation de fonds supplémentaires au renforcement des capacités. (date limite : avril 2022).

5.2. Proposition de programme de travail pour 2022

Doc. : C5-5.2A

Le **Secrétaire général**, en présentant cet item, a noté que la proposition de programme de travail annuel de l'OHI pour 2022 repose sur la deuxième année du programme de travail triennal (2021-2023) qui a été approuvé par l'A-2. La proposition couvre les trois éléments du programme de travail - Affaires générales (programme de travail 1), Services et normes hydrographiques (programme de travail 2) et Coordination et soutien interrégionaux (programme de travail 3) - et tient compte de toutes les activités qui ont eu lieu dans le cadre des items respectifs du programme de travail depuis le précédent Conseil C-4.

Il invite le Conseil à approuver le programme de travail proposé pour 2022 et à prendre note des défis spécifiques pour 2022, qui concernent la préparation du plan de travail pour 2023 et du plan de travail pour 2024-2026 à soumettre au C-6 avant l'A-3 (tâche 1.4.2) et la préparation de l'A-3 (tâche 1.6.1). Les préparatifs de l'Assemblée devront commencer un an à l'avance. Il est également demandé au Conseil de prendre note du thème proposé pour la Journée mondiale de l'hydrographie 2022 : « L'hydrographie - sa contribution à la Décennie des Nations Unies pour les océans ».

Décision C5/32 : Le **Conseil** accepte et approuve le programme de travail de l'OHI pour 2022, tel que présenté par le Secrétaire général, y compris la préparation de l'A-3 et le programme de travail de l'OHI pour la période 2024-2026.

Action C5/33 : Le **Secrétariat** de l'OHI publiera une LC de l'OHI mettant à la disposition des Etats membres de l'OHI le programme de travail de l'OHI pour 2022, tel qu'approuvé par le Conseil.

Les membres indiquent qu'ils soutiennent le programme de travail et avalisent le thème proposé pour la Journée mondiale de l'hydrographie 2022. Un membre suggère de remplacer le mot "can" par le mot "will". Le **Secrétaire général** déclare que ces amendements au libellé du thème peuvent être suggérés dans les réponses des Etats membres à la lettre circulaire de l'OHI qui sera publiée

en octobre.

Décision et Action C5/34 : Le **Conseil** prend note du thème proposé par le Secrétaire général pour la Journée mondiale de l'hydrographie 2022 : « *Comment l'hydrographie peut-elle contribuer à la Décennie des Nations Unies pour les océans ?* Le **Secrétariat de l'OHI** communiquera le thème pour 2022 aux EM de l'OHI par LC de l'OHI. (date limite : fin octobre 2021).

5.3 Proposition de budget de l'OHI pour 2022

Doc. : C5-5.3A

Le **Secrétaire général**, en présentant cet item, note que les prévisions budgétaires proposées pour 2022 reposent sur la deuxième année du programme de travail triennal approuvé de l'OHI (2021-2023). Les estimations comprennent une augmentation prévue de 148,900 € des recettes prévues pour les chiffres du tonnage national, provenant de 37 parts supplémentaires. Il est proposé que les recettes supplémentaires prévues soient affectées à : i) une proposition visant à compenser les taux d'intérêt historiquement bas du Fonds de retraite de 150000 €, prévue pour 2022 ; ii) une proposition visant à augmenter la dotation pour les régimes de retraite de 53000 € afin de compléter le capital nécessaire à un nouveau régime pour payer les retraites aux futurs retraités ; iii) une proposition visant à augmenter la provision pour créances douteuses de 30000 € pour couvrir les arriérés potentiels des Etats membres qui pourraient survenir en raison de la situation actuelle de pandémie ; et iv) une proposition visant à augmenter le Fonds pour le renforcement des capacités de 85 000 à 100 000 € et le Fonds pour les projets spéciaux de 3 000 à 8 000 €.

Décision C5/35 : Le **Conseil** approuve les prévisions budgétaires fournies par le Secrétaire général.

Au cours des débats ultérieurs, les **Pays-Bas** demandent si les propositions de dépenses des recettes supplémentaires prévues pour 2022 ne pourraient pas être couvertes par la sous-utilisation du budget de l'année en cours. Le **Portugal** demande pourquoi une augmentation plus importante du Fonds pour le renforcement des capacités n'est pas proposée, étant donné qu'une grande partie des économies résulte des activités de renforcement des capacités qui n'ont pas pu être menées en raison de la pandémie. Le **Chili** demande d'où provient la différence significative entre l'augmentation de 18% du Fonds pour le renforcement des capacités et l'augmentation de 266% du Fonds pour les projets spéciaux.

Le **Secrétaire général** indique qu'il préfère se concentrer non pas sur la comparaison des pourcentages, mais sur les sommes nécessaires dans chaque domaine. Un certain nombre d'actions prévues en matière de renforcement des capacités ne peuvent être menées à bien en raison de la pandémie. Le financement des voyages pour permettre la participation de personnes originaires de pays plus petits et moins développés à des formations et des événements dans d'autres parties du monde n'a pas été nécessaire et on ne sait pas quand ces activités pourront reprendre en personne. En revanche, les éléments de technologie de l'information constituent un besoin pressant et un financement est nécessaire pour le soutien externe des contrats qui ne peut être fourni directement par les Etats membres. Il note que les montants sont faibles par rapport au budget global de l'OHI et explique que la question de l'affectation de tout déficit du budget de l'année en cours sera examinée au début de 2022, une fois le montant connu.

Le **président de l'IRCC** déclare qu'étant donné que des projets sont reportés ou remplacés par des formations en ligne moins coûteuses, les fonds alloués n'ont pas été dépensés. Une augmentation plus importante sera probablement nécessaire dans les années à venir, conformément à la stratégie CB, mais cette augmentation n'est pas nécessaire pour 2022. Il se déclare donc satisfait de l'augmentation proposée de 15 000 €, qui représente une contribution stable.

La France demande si l'excédent important actuel, qui résulte des circonstances exceptionnelles de la pandémie COVID-19, ne pourrait pas être utilisé pour couvrir les besoins de formation futurs

prévus en ce qui concerne la mise en œuvre de la S-100.

Le **Secrétaire général** explique que le budget de l'OHI était initialement conçu pour ne couvrir que les frais de fonctionnement du Secrétariat. Une gestion responsable du budget a cependant toujours permis au Secrétariat de dégager un excédent du budget alloué. Le Conseil fait appel à sa sagesse collective pour décider de la manière dont cet excédent doit être dépensé et, pendant de nombreuses années, il l'a consacré au renforcement des capacités. Toutefois, face à l'énorme coût de la formation, cet excédent ne constitue qu'une goutte d'eau dans l'océan. Si les Etats membres souhaitent investir massivement dans le renforcement des capacités à partir du budget, il faudra modifier ce modèle de financement, ce qui entraînera une augmentation des contributions des Etats membres. Bien qu'il soit possible de faire bon usage de tout excédent, notamment en l'affectant au renforcement des capacités, sa première priorité doit être de couvrir les coûts de fonctionnement et de protection sociale du Secrétariat, et seulement après cela, de se pencher sur le renforcement des capacités et les projets spéciaux.

Les Pays-Bas suggèrent la création d'un fonds qui pourrait être utilisé à l'avenir pour faire face aux « petits creux dans l'océan » en cas de besoin. Le **Chili** dit que l'augmentation proposée de 30 000 € à 80 000 € pour les projets spéciaux semble néanmoins substantielle par rapport à l'augmentation nettement inférieure qui est proposée pour le renforcement des capacités.

Le Directeur Kampfer de l'OHI note que dans le cadre des travaux du HSSC, un calendrier précis de mise en œuvre de la S-100 a été publié pour la première fois, ce qui est important non seulement pour l'OHI mais aussi pour ses organisations partenaires. Cependant, le fait de fixer des dates limites implique l'obligation de les respecter, ce qui nécessite de disposer de ressources à court terme afin de pouvoir respecter ces dates. **L'adjoint aux Directeurs de l'OHI Guillam** ajoute que lors de chaque réunion du HSSC, des demandes d'utilisation du Fonds pour les projets spéciaux sont reçues et que souvent ces demandes ne peuvent être satisfaites. Le **Secrétaire général** observe que, même avec l'augmentation proposée, le Fonds pour les projets spéciaux reste nettement inférieur au Fonds pour le renforcement des capacités.

Les Pays-Bas reconnaissent la nécessité de disposer d'un financement pour les projets spéciaux afin de conserver la vitesse acquise. La **présidente** note la possibilité pour le Fonds pour le renforcement des capacités de recevoir un nouveau complément provenant de l'excédent budgétaire de 2021, au début de 2022. Elle souligne également le financement potentiel qui pourrait être disponible pour les projets qui répondent aux exigences du projet « Promouvoir le rôle des femmes dans le domaine de l'hydrographie ».

6. EXAMEN DU PLAN STRATEGIQUE DE L'OHI

6.1 Implémentation et débat de l'adaptation du programme de travail de l'OHI et d'autres instruments affectés de l'OHI à partir du plan stratégique révisé en mettant l'accent sur les buts 2 et 3. Rapport d'étape sur la pertinence et l'applicabilité des nouveaux indicateurs de performance stratégique. Recommandations du Secrétariat sur la mise en œuvre du plan stratégique (Programme de travail 1).

Docs. : C5-6.1A

Le **Secrétaire général** examine les SPI relatifs au Programme de travail 1 (Affaires générales) du Plan stratégique pour 2021-2026. Le plan stratégique comporte deux objectifs pertinents. Le premier concerne la création d'un portail pour soutenir et promouvoir la coopération régionale et internationale en matière de MSDI (objectif 2.1). Actuellement, la page Web pertinente du site de l'OHI renvoie essentiellement aux collections nationales de cartes marines des Etats membres ; tous les Etats membres sont encouragés à ajouter leurs liens sur cette page et, si possible, à

comptabiliser le nombre de visiteurs qui accèdent à leur site par ce biais. Des contributions en nature ou d'autres ressources permettant d'étendre la fonctionnalité et d'accroître l'attrait de la page web MSDI de l'OHI seraient les bienvenues.

Le deuxième objectif concerne la création d'une stratégie globale de communication numérique de l'OHI (objectif 3.3). Le site web de l'OHI a enregistré près de 391 000 visites de pages depuis le 1er janvier 2021. Le Secrétariat mesure désormais le nombre de téléchargements des normes les plus populaires de l'OHI et a considérablement augmenté son activité sur les médias sociaux, LinkedIn s'avérant le canal de communication le plus fructueux. Bien entendu, le principal événement de promotion de l'année précédente a été la célébration du 100^{ème} anniversaire de l'OHI, qui s'est achevée par un événement hybride en personne/virtuel le 21 juin 2021 en présence de SAS le Prince Albert II de Monaco.

<https://www.youtube.com/watch?v=QuDX9cAzQMI&t=13s>

La contribution du WP 1 à l'objectif 3 a toutefois été plus complète, comme l'ont montré les mesures relatives aux médias sociaux, aux visiteurs de l'OHI et aux demandes de téléchargement. La gestion et la promotion des relations avec les organisations intergouvernementales et autres organisations internationales ont constitué une contribution essentielle et ont été mesurées quantitativement et qualitativement en termes de volume et de type de promotion. L'extrait du WP1 du programme de travail complet de l'OHI annexé au document C5-6.1A énumère toutes les activités notables de cette nature qui ont été entreprises dans le cadre du programme de travail 1 de l'OHI jusqu'au 1er juillet 2021, dans quatre catégories :

Promotion globale :	13 activités notables
Promotion régionale :	4 activités notables
Promotion spécifique des parties prenantes :	15 activités notables
Consultations :	2 activités notables

Le Conseil est invité à approuver la suggestion visant à mesurer les activités notables du WP 1 à l'aide des quatre catégories proposées.

Les membres félicitent l'OHI pour son événement de promotion et pour la célébration du 100^{ème} anniversaire de l'OHI.

Les Pays-Bas notent que les liens actuels du portail renvoient principalement à des catalogues de cartes et suggèrent que la page MSDI soit divisée en deux sous-pages distinctes : le catalogue existant des cartes marines des Etats membres et des ressources MSDI. Le Secrétariat de l'OHI en prend note.

Les Etats-Unis saluent le travail accompli en ce qui concerne le listing MSDI mais déclarent que le rôle le plus important du Secrétariat de l'OHI est de faire connaître l'infrastructure MSDI et d'assurer la coordination entre ses propres travaux, ceux du groupe de travail MSDI et les activités MSDI nationales des Etats membres.

Décision C5/37 : Le **Conseil** prend note de la soumission des recommandations du Secrétariat de l'OHI sur la mise en œuvre du plan stratégique et prend acte des réalisations du Secrétariat, par exemple le nombre de personnes qui suivent le site sur les réseaux sociaux, le nombre de visiteurs du site web de l'OHI et les téléchargements de documents sur les normes.

Décision C5/38 : Le **Conseil** approuve la suggestion visant à mesurer les activités notables du WP1 dans quatre catégories (promotion mondiale, promotion régionale, promotion spécifique des parties prenantes + consultations) en tant que SPI.

Décision et Action C5/39 : Le **Conseil** note la contribution/assistance en nature demandée par le

Secrétariat de l'OHI pour préparer les outils à l'appui du SPI 2.1.1 et améliorer l'attrait du portail.

Les **membres du Conseil** envisagent d'apporter leur soutien. (date limite : mars 2022)

Le **président du HSSC** rend compte des indicateurs de performance stratégiques attribués au HSSC et présente les mesures proposées. Pour l'objectif 1.1.1, l'objectif était que 60% des Etats membres diffusent au moins un produit basé sur la S-100. Pour l'objectif 1.1.2, l'objectif était que 10 spécifications de produit S-100 (spécifiées), éd. 2.0.0., deviennent opérationnelles. Pour la cible 1.2.1, les 10 mêmes spécifications de produits S-100 devraient être évaluées pour la cybersécurité et la qualité des données. Pour la cible 2.2.2, le HSSC mesurera le nombre de nouvelles applications de la nouvelle version de la S-44, le nombre précis de téléchargements devant être déterminé à une date ultérieure.

Décision et Action C5/41 : Le **Conseil** approuve les mesures des SPI telles que proposées par le HSSC dans l'annexe A de son rapport avec les considérations suivantes et charge le **HSSC** de rendre compte des valeurs provisoires et des commentaires à la **Présidente du Conseil** pour la préparation du rapport annuel (section Mise en œuvre du plan stratégique). (date limite : fin janvier 2022)

En ce qui concerne la cible 1.1.2, le **Canada** déclare que le HSSC, l'IRCC et le WENDWG devraient collaborer étroitement, car l'indicateur fournirait des données utiles pour suivre les progrès de la mise en œuvre de la feuille de route de la S-100.

Le **président de l'IRCC** rend compte des indicateurs de performance stratégiques attribués à l'IRCC et présente les paramètres proposés.

Décision et Action C5/42a : Le **Conseil** approuve les mesures des SPI telles que proposées par l'IRCC à l'annexe B de son rapport et charge **l'IRCC** de s'engager avec les CHR à concevoir des procédures de mise en œuvre pertinentes, le cas échéant.

Décision et Action C5/42b : Le **Conseil** charge **l'IRCC** de fournir des valeurs indicatives et des commentaires à la **présidente du Conseil** pour la préparation du rapport annuel (section Mise en œuvre du plan stratégique). (date limite : fin janvier 2022)

Décision C5/43 : Le **Conseil** prend note des informations communiquées par **l'IRCC** concernant l'organisation, d'ici avril 2022, d'un atelier sur la définition et la conception de méthodologies pour les SPI, ainsi que sur la gouvernance ultérieure et les outils SIG automatisés nécessaires à leur mise en œuvre, par les **Etats membres** au sein des **CHR**. (date limite : IRCC-14 / C-6).

Pour la cible 1.2.2, le chiffre cible était que les connaissances hydrographiques soient évaluées par l'utilisation d'indicateurs de qualité appropriés dans toutes les zones importantes pour la navigation d'ici 2026. Les organes responsables de cette tâche étaient les commissions hydrographiques régionales, plus précisément leurs coordinateurs en matière de renforcement des capacités. Une approche régionale devrait être adoptée, car certaines régions ont un niveau élevé de connaissances hydrographiques, tandis que d'autres sont à un niveau inférieur et devraient utiliser un système tel que les valeurs de la catégorie de zone de confiance (CATZOC), qui serait adéquat pour le présent. L'IRCC prévoit d'organiser un atelier sur la réglementation afin d'aider les Etats membres dans leurs activités d'évaluation, ce qui comprendrait des conseils sur le SPI pour l'objectif 1.2.2. L'adoption d'une approche régionale devrait permettre d'éviter que le Secrétariat de l'OHI et le Groupe de travail sur la qualité des données ne voient leur charge de travail augmenter considérablement.

Pour l'objectif 2.2.1, un processus en deux étapes a été proposé pour déterminer le pourcentage de la zone adéquatement hydrographiée pour chaque Etat côtier. La procédure décrite dans la

publication C-55 n'était pas suffisamment rigoureuse : en effet, dans certains cas, l'évaluation fournie n'était rien de plus qu'une estimation approximative de l'Etat concerné. Une autre complication est que tous les Etats côtiers ne sont pas membres de l'OHI. La première étape consisterait en une vue d'ensemble obtenue à partir des données CATZOC, tandis que la seconde serait un aperçu des levés qui serait comparé aux besoins de la zone concernée - une tâche importante actuellement effectuée par les coordinateurs du renforcement des capacités.

La **Norvège** note que les questions relatives à la C-55 ont toujours été suivies par le CBSC. Maintenant que l'évaluation de l'état et de l'avancement des levés hydrographiques est devenue plus technique, il pourrait être utile d'impliquer les coordinateurs des cartes, qui pourraient également contribuer à rendre compte de la C-55, et à examiner les travaux de la CHMB dans la Baltique pour voir s'ils peuvent être pertinents. En ce qui concerne le processus en deux étapes proposé pour déterminer les pourcentages de la zone ayant fait l'objet d'un levé adéquat, la **Norvège** note qu'il existe une équipe de projet pour la deuxième étape de ce processus, mais qu'elle est actuellement en sommeil. En ce qui concerne la cible 3.2.3 relative au pourcentage de la superficie totale des mers conforme au projet Seabed 2030, les CHR ont été encouragées à prendre contact avec les coordinateurs régionaux Seabed 2030 et à rendre compte de leurs conclusions à l'IRCC.

Le président de l'IRCC indique qu'en ce qui concerne les activités de suivi des levés de la CHMB, il n'y a aucune chance d'utiliser cette approche pour les SPI, car elle est trop complexe pour être généralisée à d'autres régions (référence utile : lien vers le statut actuel et futur des levés de la CHMB).

Les **Pays-Bas** partagent la préoccupation de la **Norvège** à propos de l'organe de l'IRCC qui se chargera de la deuxième étape, à savoir la détermination des pourcentages de zones levées de manière adéquate, et demandent quel sera le rôle du Groupe de travail sur la qualité des données. Le président de l'IRCC considère que c'est le rôle du Secrétariat de l'OHI de recueillir et de fournir ces informations, mais déclare que les données doivent provenir des régions et du CBSC. Le Groupe de travail sur la qualité des données considère que cela devrait être une approche régionale.

Le **Secrétariat de l'OHI** fait remarquer que la C-55 a été initialement conçue pour évaluer dans quelle mesure les Etats côtiers respectent la Convention SOLAS ; un SPI destiné à mesurer la mise en œuvre de tous les aspects de l'objectif 2 du plan stratégique doit avoir une portée plus large. La C-55 n'est pas suffisante pour mesurer ce SPI en l'état, et des améliorations sont en cours de développement en ce qui concerne le renforcement des capacités. Un atelier sera spécifiquement conçu à cet effet et les experts SIG pourraient utilement participer à l'atelier IRCC proposé.

En ce qui concerne la mise en œuvre du plan stratégique, le Secrétariat de l'OHI rappelle la décision précédente (C4/36) - qui est maintenant devenue une décision C-5 - comme suit :

Decision C5/48: Suite à l'adoption du plan stratégique révisé par l'A-2, le **Conseil** prend note du fait que la mise en œuvre effective du plan stratégique 2021-2026 doit être considérée comme le principal thème de supervision et de contrôle du **Conseil** jusqu'à l'A-3, en gardant à l'esprit d'appliquer les principes de la norme ISO 9001.
(date limite : A-3)

7. AUTRES POINTS PROPOSES PAR UN ETAT MEMBRE OU PAR LE SECRETAIRE GENERAL

7.1 Mise à jour sur la mise en œuvre de la décision A2/07 : inclusion du genre

Docs. : C5-7.1A

Le **Secrétaire général** indique que, en s'appuyant sur les directives de l'ONU relatives au langage

inclusif, le Secrétariat a formulé les recommandations suivantes : entreprendre une révision complète des documents de base (M-1) et des résolutions (M-3) de l'OHI du point de vue du langage inclusif ; proposer une formulation alternative pour chaque cas détecté de langage moins inclusif dans la M-1 et la M-3, conformément aux directives de l'ONU sur le langage inclusif des genres rendre compte de l'utilisation d'un langage inclusif dans la documentation et les communications écrites de l'OHI, qui sera examiné par le C-6 et soumis à l'A-3 ; et rédiger une résolution de l'OHI sur l'utilisation d'un langage inclusif, qui sera examinée par le C-6 et proposée à l'A-3. Cependant, ces recommandations représentent une charge administrative importante pour le Secrétariat. La mise à jour de toute la documentation existante a été jugée trop lourde, et l'approche suggérée a donc consisté à appliquer les directives aux nouveaux documents et aux documents modifiés pour toute autre raison. Il se félicite de l'offre du Canada d'aider le Secrétariat à entreprendre les tâches essentielles de révision des documents et de reformulation des propositions, ainsi que la rédaction de la nouvelle résolution de l'OHI sur le langage inclusif. Il encourage les autres Etats membres à apporter leur assistance.

Le **Canada** avalise pleinement les recommandations formulées dans la proposition ; il soutiendra le Secrétariat en fournissant des ressources pour l'aider à mener à bien les tâches de révision et de reformulation. Le **Japon** avalise également les recommandations du Secrétaire général et approuve l'approche suggérée : le libellé des documents anciens n'est pas une priorité, ce qui compte, c'est que les Etats membres de l'OHI adoptent une attitude inclusive. Les **Etats-Unis** soutiennent vivement cet effort et offrent un soutien administratif pour la révision et la reformulation des documents de l'OHI, en proposant de consacrer du temps de travail à l'examen d'un sous-ensemble de documents afin d'en vérifier le langage inclusif ; ils suggèrent que les documents soient répartis entre les Etats membres concernés afin de les examiner en équipe. Le **Royaume-Uni** indique qu'il souhaite apporter son aide au fur et à mesure de l'évolution de la révision. La **Colombie** et la **France** avalisent les recommandations.

Décision C5/49 : Le **Conseil** approuve les recommandations du Secrétaire général présentées dans ce compte rendu.

Décision C5/50 : Le **Conseil** décide que, dans la plus large mesure possible, la mise à jour des références de genre dans les documents existants de l'OHI se fera conjointement avec d'autres éditions et révisions reçues en tant que propositions des organes de l'OHI. En d'autres termes, il n'y aura pas de mise à jour systématique de tous les documents de l'OHI dans le seul but de traiter les questions de langage liées au genre.

Décision C5/51 : Le **Conseil** décide que les principes directeurs sur le langage inclusif, une fois approuvés, s'appliqueront à tous les nouveaux documents de l'OHI, aux nouvelles éditions et aux communications.

Action C5/52 : Le **Secrétaire général**, avec l'aide du **CA**, évaluera les orientations des Nations Unies pour un langage inclusif et déterminera celles qui sont pertinentes pour l'OHI afin de les utiliser comme principes directeurs. Ces principes seront incorporés dans un nouveau projet de résolution de l'OHI sur le langage inclusif, qui sera rédigé par le Secrétaire général, examiné par le C-6 et proposé à l'A-3.

Action C5/53 : Le **Secrétaire général**, avec l'aide du **CA**, entreprendra une révision complète et rendra compte des documents de base (M-1) et des résolutions (M-3) de l'OHI en ce qui concerne le langage inclusif.

Action C5/54: Après un examen par le Secrétaire général et le CA, le **Secrétaire général**, avec l'aide du **CA**, du **Royaume-Uni** et des **Etats-Unis (et d'autres Etats membres...)**, proposera une formulation en langage inclusif pour les publications M1 et M-3, conformément aux orientations des NU sur le langage inclusif. Ces propositions seront appliquées lors de la prochaine mise à jour ou

révision des documents.

Action C5/55: Le **Secrétaire général** préparera un rapport sur l'utilisation du langage inclusif dans la documentation et les communications écrites de l'OHI, qui sera examiné par le C-6 et soumis à l'A-3.

7.2 Mise à jour sur la mise en œuvre de la décision A2/25 : S-130 Démarcations polygonales des zones maritimes mondiales

Docs. : C5-7.2A Références utiles : LC de l'OHI 19/2021 et 33/2021

Le **Secrétaire général** rappelle que le Comité des services et des normes hydrographiques (HSSC) a été chargé de prendre des mesures en vue de l'élaboration d'une nouvelle spécification de produit pour la S-130 Démarcations polygonales des zones maritimes mondiales. La 13^{ème} réunion du HSSC a avalisé la nécessité qu'une équipe de projet développe la spécification de produit S-130 en tant que modèle de jeu de données pour la production ultérieure d'un jeu de données S-130 faisant autorité. Le mandat et les règles de procédure ont été approuvés, la majorité des membres du HSSC ayant répondu s'étant déclarés favorables au respect des références et des procédures communes pour les équipes de projet travaillant sur des solutions techniques. Une lettre circulaire (LC33/2021 de l'OHI) a invité les Etats membres à désigner des représentants et des experts techniques pour participer à l'équipe de projet S-130 du HSSC : 12 des 21 Etats membres qui ont répondu ont fait part de leur intention de participer. A ce jour, le Secrétariat a reçu une candidature pour le poste de Président (Belgique) et une candidature pour le poste de Vice-président (Chine). Aucune candidature n'a été reçue pour le poste de secrétaire. Le président du HSSC, le président de l'équipe de projet S-130 et le Secrétariat de l'OHI établiront un calendrier pour les premières activités de l'équipe de projet S-130 qui débutera ses travaux au cours du premier semestre 2022.

L'élaboration de la spécification du produit S-130 en tant que modèle de jeu de données et la production subséquente du jeu de données S-130 faisant autorité ont permis de répondre à l'élément PRO 1.9.2 de la décision A1/25. La tâche restante confiée au Secrétaire général dans le cadre de la PRO 1.9.5 consiste à examiner les modifications ultérieures des résolutions pertinentes de l'OHI, à savoir la résolution 32/1919 telle qu'amendée et la résolution 12/1919 telle qu'amendée. Il est suggéré que cela soit réalisé dans le cadre du processus résultant de la progression de la PRO 1.9.2. La **République de Corée** se réjouit de la mise en place de l'équipe de projet et de la nouvelle de la nomination d'un président, et s'engage à coopérer pour que l'ensemble de données puisse être développé de manière adéquate.

Décision C5/56 : Le **Conseil** prend note du rapport d'étape du **Secrétaire général** sur la mise en place de la S-130 PT et se félicite des candidatures aux postes de président et de vice-président, présentées respectivement par la **Belgique** et la **Chine**.

Action C5/57 : Le **Secrétaire général** rendra compte de la mise en œuvre de la PRO 1.9 (date limite : C-6 / A-3)

7.3 Proposition des Etats-Unis - Rôle du Conseil dans l'évaluation annuelle de la mise en œuvre du plan stratégique de l'OHI à l'appui du rapport anticipé pour l'Assemblée-3.

Docs. : C5-7.3A

Les **Etats-Unis** suggèrent que la présidente du Conseil devrait préparer une évaluation annuelle de la mise en œuvre du plan stratégique de l'OHI fin 2021 et une autre fin 2022, afin d'assurer que les Etats membres restent pleinement informés, et en préparation du rapport du Conseil à l'A-3 sur le plan stratégique. Il pourrait également être utilisé pour le rapport annuel de l'OHI et pour la communication avec les partenaires extérieurs. Le Conseil est l'organe approprié pour préparer le rapport, puisqu'il est le seul à superviser les trois programmes de travail.

La présidente du Conseil fait part de sa volonté de préparer les rapports comme demandé et reconnaît qu'il s'agirait d'un document pertinent à utiliser avec les partenaires externes dans le cadre du passage à la S-100 et pour un usage interne.

Les membres soutiennent la proposition des Etats-Unis. La **France** note que le rapport devrait inclure une évaluation de la mise en œuvre des SPI au niveau régional, fournie par les commissions hydrographiques régionales. Le **Canada** suggère une éventuelle annexe au rapport annuel de l'OHI pour ce résumé annuel. Le **Japon** déclare que l'équipe ne devrait pas se limiter au Conseil mais être ouverte aux Etats membres également.

Le **Secrétaire général** indique sa préférence pour un document concis et attractif qui pourrait être utilisé pour sensibiliser un public externe, tant par le Secrétariat que par les Etats membres cherchant à faire connaître l'hydrographie dans leur propre pays. En ce qui concerne la suggestion du Japon, il serait possible de faire appel à d'autres Etats membres mais il suggère un groupe relativement restreint.

Décision C5/44 : Le **Conseil** donne son aval à la proposition des Etats-Unis visant à ce que la **présidente du Conseil** organise et prépare une évaluation annuelle de la mise en œuvre du plan stratégique de l'OHI pour 2021 et 2022.

Décision et Action C5/45 : La **présidente du Conseil** établira une méthodologie pour la préparation d'une évaluation annuelle, incluant, si nécessaire, la création d'une équipe pour l'assister dans cette tâche. (date limite : C-6)

Décision et Action C5/46 : Les **Etats membres de l'OHI** seront invités par la **présidente du Conseil** à fournir un soutien et des informations, selon la nécessité.

Décision et Action C5/47 : Le **Conseil** prend note de la recommandation du Secrétaire général selon laquelle ce rapport pourrait être inclus dans la publication périodique P7 - *Rapport annuel de l'OHI* pour Y, en remplacement de l'actuelle annexe B de la P7, et demande au **Secrétariat de l'OHI** et aux **Etats-Unis** de l'aider à cet égard. D'autres moyens de rendre ce rapport plus visible seront envisagés. (date limite : fin janvier Y + 1).

7.4 Information : Collaboration UKHO (RU) & Shom (France) sur les ECDIS S-100

Docs. : C5-7.4A INF

Le **Royaume-Uni** présente un projet conjoint de l'UKHO et du Shom visant à améliorer la compréhension des défis liés à la production, la diffusion et l'affichage des jeux de données S-57 et S-101 dans l'ECDIS S-100, sur la base d'une route entre Southampton/Portsmouth (Royaume-Uni) et Saint-Malo (France). Ce projet comprenait trois phases : la conversion automatisée des données S-57 vers S-101 (mais pas de la S-101 vers la S-57, pour l'instant) ; la fourniture de données de SH vers RENC ; et l'affichage des données lors d'essais en mer sur des ferries et, éventuellement, des navires de guerre. La troisième phase devrait avoir lieu au cours des trois prochaines années, en fonction de la disponibilité d'une technologie ECDIS appropriée. Pour l'instant, le projet ne couvre que la S-101, mais d'autres produits S-100 pourraient être ajoutés en temps voulu. Il est également prévu d'examiner l'évaluation des risques, d'étudier les mécanismes de mise à jour des ENC de la S-101 et les effets du passage aux ENC maillées.

Un certain nombre de questions sont soulevées, notamment celle de savoir si le laboratoire de l'OHI pourrait être impliqué ultérieurement, la possibilité de s'engager auprès de multiples utilisateurs finaux, et le président du HSSC se félicite d'un autre exemple de coopération entre Etats membres, et encourage de nouveau de telles initiatives régionales. Ce n'est que par la constitution d'un ensemble de preuves à travers de multiples tests pratiques que l'efficacité supérieure de la S-100 sera prouvée.

Décision C5/58 : Le **Conseil** prend note de ce rapport et encourage le **Royaume-Uni** et la **France** à poursuivre leurs efforts dans cette expérimentation progressive.

7.5 Information : Présentation de l'UKHO sur le travail de collaboration en cours avec plusieurs autres Etats membres de l'OHI en relation avec la S-100 et les différents jeux de données, produits et services S1.**

Docs. : C5-7.5A INF

Le **Royaume-Uni**, notant l'éventail de parties prenantes en dehors du secteur hydrographique concernées par la norme S-100, présente plusieurs aspects du travail collaboratif de l'UKHO. Une infographie globale illustrant d'un coup d'œil les normes S-100 a montré l'ampleur de la spécification de données et a été conçue pour servir d'aide visuelle utile lors des interactions avec les personnes moins familières avec la S-100. Une courte vidéo d'animation utilise l'exemple réel du Solent pour présenter les différentes normes dans leur contexte.

La collaboration de l'OHI avec le Service hydrographique français (SHOM) s'est concentrée sur un projet commun en relation avec la S-100 visant à fournir à la communauté de l'OMI des preuves pour l'évaluation des risques proposée, démontrant que la sécurité de la navigation dans l'ECDIS était assurée avec l'introduction des ENC de la S-101 ; ces preuves pourraient être utilisées par l'OHI lorsqu'elle rendra compte à l'OMI de l'introduction des ECDIS S-100. Le projet comprendrait la production de données issues de la conversion de la S-57 vers la S-101 et la création de données propres à la S-101, et impliquerait une collaboration avec des partenaires OEM et des essais en mer de la S-100. Une collaboration prévue entre l'UKHO et l'Agence fédérale maritime et hydrographique (BSH) se concentrerait initialement sur le traitement d'une preuve de concept pour le jeu de données d'essai S-102 allemand en vue des premières séries d'essais par les utilisateurs, et évoluerait par le biais d'essais et de commentaires des utilisateurs vers la fourniture d'un jeu de données S-102 allemand maintenu, mis à jour et soutenu avec la couverture dont les partenaires ont besoin pour fournir les services nécessaires. L'UKHO s'est engagé à participer aux groupes de travail et aux équipes de projet de l'OHI pour soutenir le développement des normes S-100, et a mis en place un cours d'introduction en ligne sur la S-100, avec des cours intermédiaires et avancés prévus.

Plusieurs membres félicitent l'UKHO pour la vidéo animée sur la S-100 ; un membre demande la permission d'utiliser la vidéo au niveau national. La présidente exprime son appréciation de la formation en ligne que l'UKHO a fournie tout au long de la pandémie et de la formation S-100 récemment lancée.

Décision C5/59 : Le **Conseil** prend note de ce rapport et remercie le **Royaume-Uni** pour sa présentation et sa vidéo.

7.6 Information : Projet de banc d'essai sur la S-100 de la République de Corée (KHOA) et des Etats-Unis (NOAA).

Docs. : C5-07.6A INF

La **République de Corée** donne un aperçu du projet de banc d'essai S-100 visant à soutenir l'introduction stable et systématique de la S-100 pour la production de données, la diffusion et l'utilisation de jeux de données hydrographiques sur la base de la feuille de route pour la mise en œuvre de la S-100. Lors d'un essai de deux jours en septembre 2021, les chercheurs ont testé les aspects techniques, incluant le catalogue d'interopérabilité S-98 et les nouveaux symboles ENC de la S-101, et procédé à un examen quantitatif de la facilité d'utilisation et des avantages des services de données hydrographiques S-100 à l'aide de la technologie de suivi oculaire « eye-tracker ».

Le **Secrétariat de l'OHI** se félicite de la méthodologie quantitative employée dans le projet, qui

pourrait fournir des preuves de la valeur des services de données S-100 pour l'amélioration de l'efficacité, de la sécurité ou de la protection de l'environnement. Les **Pays-Bas** attirent l'attention sur l'amélioration de l'intégrité et de la sécurité des données fournies par la technologie S-100.

Décision C5/60 : Le **Conseil** prend note de l'approche proposée dans le cadre du projet de banc d'essai sur la S-100 de la KHOA et de la NOAA pour mesurer quantitativement l'efficacité de l'utilisation du service de données S-100 et invite les Etats membres à se joindre au projet et à proposer d'autres mesures quantitatives (sécurité de la navigation, efficacité) le cas échéant.

Le **Secrétaire général** remercie les Etats membres qui ont fourni des informations sur leurs projets de collaboration, qui constituent une preuve précieuse de l'efficacité accrue résultant de l'application des normes S-100. Il est impressionné par l'approche holistique, évaluant l'utilisation intégrée de divers jeux de données S-100.

Le **président du HSSC** déclare que les nouvelles données obtenues à l'aide des produits S-100, dans des domaines tels que les courants de surface et la bathymétrie, étaient nécessaires pour convaincre les organismes de réglementation, comme l'OMI, et les utilisateurs finaux de passer de la technologie S-57 à la technologie S-100, même si les systèmes S-57 resteront utilisés pendant de nombreuses années encore. De plus, il serait intéressant de comprendre comment cette intégration pourrait affecter le chargement ou les économies de voyages, et il attend avec impatience de pouvoir soutenir cette analyse.

8. PROCHAINE REUNION

8.1 Dates et lieu de la 6^{ème} réunion du Conseil de l'OHI (18-20 octobre 2022, Monaco)

La **présidente du Conseil** souligne les avantages des réunions en présentiel pour les discussions informelles et le réseautage, et les défis d'une réunion virtuelle à travers plusieurs fuseaux horaires.

Le **Secrétariat de l'OHI** suggère de prévoir une sixième session du Conseil (C-6) en présentiel, du 18 au 20 octobre 2022, à laquelle participeraient le plus grand nombre possible d'Etats membres. Une option « légère-hybride » serait envisageable si la situation relative au COVID-19 l'exigeait. La décision finale entre une réunion en présentiel et une réunion hybride virtuelle/en présentiel sera prise en juin 2022. Les Etats membres devront soumettre leurs propositions d'inscription à l'ordre du jour avant le 18 juillet, et leurs commentaires avant le 18 août.

Tout sera mis en œuvre pour que la réunion A-3 se déroule entièrement en présentiel. Si les restrictions de voyage étaient toujours en vigueur en 2023, les Etats membres pourraient envisager d'accréditer un représentant diplomatique déjà en France, ou leur délégué de l'OMI à Londres, au lieu du directeur/de la directrice du service hydrographique national.

L'**Allemagne**, la **Grèce**, les **Pays-Bas** et la **République de Corée** expriment leur préférence pour des réunions en présentiel pour le C-6 et l'A-3, même si certains Etats membres ne sont pas en mesure d'y assister. La **Colombie**, le **Japon**, **Malte** et le **Royaume-Uni** soutiennent également la proposition de tenir la réunion C-6 en présentiel, avec une réunion hybride en option de secours.

Décision C5/61 : Le **Conseil** décide de tenir le C-6 à Monaco, au Secrétariat de l'OHI, du 18 au 20 octobre 2022. Au cas où cet événement serait à distance/en mode hybride, le **Conseil** convient d'envisager des dispositions similaires à celles prises pour le C-5 (date limite : décision en faveur ou contre le 18 juin 2022).

9. QUESTION DIVERSES

Il n'y a pas de questions diverses.

10. EXAMEN DES ACTIONS ET DECISIONS DE LA REUNION

L'**adjoint aux Directeurs de l'OHI Guillam** passe en revue les actions identifiées, fournissant de brefs commentaires et explications pour les actions et décisions lorsque nécessaire (cf. annexe C).

Afin que les commissions hydrographiques régionales (CHR) se préparent à sélectionner certains de leurs membres pour la composition du prochain Conseil qui sera établi après la 3^{ème} session de l'Assemblée, il rappelle également que les Etats membres seront invités à indiquer en juin 2022 la CHR au sein de laquelle ils souhaitent être assignés et comptés aux fins de qualification pour le Conseil.

Les décisions ou actions suivantes (cf. annexe C) sont considérées comme achevées : Décision C5/07 sur la mise à jour de la feuille de route pour la mise en œuvre de la S-100 ; et Décision C5/36 sur le financement des projets de promotion du rôle des femmes dans le domaine de l'hydrographie, grâce au généreux soutien du **Canada**.

Note post-réunion : Dans le cadre du processus de révision de la liste des décisions et actions résultant du C-5, les Etats membres ont soumis des commentaires en faveur du maintien des décisions C5/07 et C5/36 comme étant en cours.

Le **Conseil** prend note des préoccupations de **Malte**, qui craint qu'il ne soit nécessaire à l'avenir de réexaminer ou de réviser un certain nombre de résolutions de l'OMI susceptibles d'être affectées par d'autres instruments internationaux, en plus de la règle 9 du chapitre V de la Convention SOLAS, qui avait été citée dans la décision C5/23. Le Secrétariat de l'OHI accepte de suivre la question et invite également Malte à défendre les intérêts de l'OHI au sein du sous-comité de l'OMI sur la navigation, les communications et la recherche et le sauvetage (NCSR).

A la suggestion des **Pays-Bas**, les décisions C5/15 et C5/42 sont modifiées pour indiquer que l'IRCC va « s'engager » auprès des CHR, plutôt que « fournir des orientations ».

11. CLOTURE DE LA REUNION

La **présidente** remercie ses co-administrateurs, les représentants et observateurs des Etats membres, les quatre rapporteurs et le Secrétariat de l'OHI pour leur travail acharné, qui a fait de la cinquième session du Conseil un succès.

Le **Secrétaire général** exprime sa reconnaissance et sa gratitude à la présidente pour sa gestion efficace de la session, et félicite son personnel pour son dur travail, qui a permis le bon déroulement de la session. Il déclare la session close.

LISTE DES PARTICIPANTS INSCRITS

5^{ème} réunion du Conseil de l'OHI
VTC, 18-oct-2021 – 21-oct-2021

No	Category	Country	Organization / Company	Name	Status	E-mail
1	IHO Member State	Argentina	SERVICIO DE HIDROGRAFIA NAVAL	Valentin Alejandro SANZ RODRIGUEZ	Head of delegation	directorshn@hidro.gov.ar
2	IHO Member State	Argentina	SERVICIO DE HIDROGRAFIA NAVAL	Fabián VETERE	Member of delegation	subjefeshn@hidro.gov.ar
3	IHO Member State	Australia	AUSTRALIAN HYDROGRAPHIC OFFICE	Jasbir RANDHAWA	Member of delegation	jasbir.randhawa@defence.gov.au
4	IHO Member State	Australia	AUSTRALIAN HYDROGRAPHIC OFFICE	Hilary THOMPSON	Member of delegation	hilary.thompson@defence.gov.au
5	IHO Member State	Australia	AUSTRALIAN HYDROGRAPHIC OFFICE	Alvaro SANCHEZ	Staff	alvaro.sanchez@defence.gov.au
6	IHO Member State	Australia	AUSTRALIAN HYDROGRAPHIC OFFICE	Stewart DUNNE	Head of delegation	stewart.dunne@defence.gov.au
7	IHO Member State	Australia	AUSTRALIAN HYDROGRAPHIC OFFICE	Michael CLARKE	Observer	michael.clarke10@defence.gov.au
8	IHO Member State	Australia	AUSTRALIAN HYDROGRAPHIC OFFICE	Robert CARIO	Member of delegation	robert.cario@defence.gov.au
9	IHO Member State	Bangladesh	DIRECTORATE OF HYDROGRAPHY	M MINARUL HOQUE	Member of delegation	minar71@gmail.com
10	IHO Member State	Bangladesh	DIRECTORATE OF HYDROGRAPHY	A K M Mostak SHERAFULLAH	Head of delegation	chydro@navy.mil.bd
11	IHO Member State	Brazil	DIRECTORATE OF HYDROGRAPHY AND NAVIGATION	Edgar BARBOSA	Head of delegation	edgar@marinha.mil.br
12	IHO Member State	Brazil	DIRECTORATE OF HYDROGRAPHY AND NAVIGATION	Rodrigo OBINO	Member of delegation	obino@marinha.mil.br
13	IHO Member State	Brazil	DIRECTORATE OF HYDROGRAPHY AND NAVIGATION	NICKOLÁS ROSCHER	Observer	HINAR_M@YAHOO.COM
14	IHO Member State	Canada	CANADIAN HYDROGRAPHIC SERVICE	Doug BRUNT	Head of delegation	douglas.brunt@dfo-mpo.gc.ca
15	IHO Member State	Canada	CANADIAN HYDROGRAPHIC SERVICE	Sonja BHATIA	Member of delegation	sonja.bhatia@dfo-mpo.gc.ca
16	IHO Member State	Canada	CANADIAN HYDROGRAPHIC SERVICE	Mark LEBLANC	Member of delegation	Mark.Lebanc@dfo-mpo.gc.ca
17	IHO Member State	Canada	CANADIAN HYDROGRAPHIC SERVICE	Genevieve BECHARD	Member of delegation	genevieve.bechard@dfo-mpo.gc.ca
18	IHO Member State	Chile	SERVICIO HIDROGRAFICO Y OCEANOGRAFICO DE LA ARMADA	HUGO GORZIGLIA	Member of delegation	hgorziglia.hydro@gmail.com
19	IHO Member State	Chile	SERVICIO HIDROGRAFICO Y OCEANOGRAFICO DE LA ARMADA	Christian MACHANT	Member of delegation	cmarchant@shoa.cl
20	IHO Member State	Chile	SERVICIO HIDROGRAFICO Y OCEANOGRAFICO DE LA ARMADA	Valeska GAMBOA	Member of delegation	gamboapacheco.v@gmail.com
21	IHO Member State	China	HYDROGRAPHIC OFFICE OF MARINE DEPARTMENT THE GOVERNMENT OF THE HONG KONG SPECIAL ADMINISTRATIVE REGION	TM KOO	Observer	tmkoo@mardep.gov.hk
22	IHO Member State	China	MARITIME SAFETY ADMINISTRATION (MSA)	Xinzhai YANG	Head of delegation	hydro@msa.gov.cn
23	IHO Member State	Colombia	MINISTERIO DE DEFENSA NACIONAL	DAGOBERTO DAVID VITERI	Observer	ddavid@dimar.mil.co

No	Category	Country	Organization / Company	Name	Status	E-mail
24	IHO Member State	Colombia	MINISTERIO DE DEFENSA NACIONAL	Manuel GUTIERREZ	Member of delegation	mgutierrez@dimar.mil.co
25	IHO Member State	Croatia	HRVATSKI HIDROGRAFSKI INSTITUT	Vinka KOLIC	Head of delegation	vinka.kolic@hhi.hr
26	IHO Member State	Croatia	HRVATSKI HIDROGRAFSKI INSTITUT	Zeljko BRADARIC	Member of delegation	zeljko.bradaric@hhi.hr
27	IHO Member State	Cyprus	HEADQUARTERS OF DEPARTMENT OF LANDS AND SURVEYS	Georgios KOKOSIS	Head of delegation	gkokosis@dls.moi.gov.cy
28	IHO Member State	Cyprus	HEADQUARTERS OF DEPARTMENT OF LANDS AND SURVEYS	Chrysanthi KLEANTHOUS	Member of delegation	ckleanthous@dls.moi.gov.cy
29	IHO Member State	Denmark	DANISH GEODATA AGENCY - GEODATASTYRELSEN (GST)	Jens Peter HARTMANN	Member of delegation	jepha@gst.dk
30	IHO Member State	Denmark	DANISH GEODATA AGENCY - GEODATASTYRELSEN (GST)	Pia HØJGAARD	Observer	pdh@gst.dk
31	IHO Member State	Egypt	EGYPTIAN NAVY HYDROGRAPHIC DEPARTMENT(ENHD)	Ashraf EL-ASSAL	Head of delegation	hydro@enhd.gov.eg
32	IHO Member State	Finland	FINNISH TRANSPORT AND COMMUNICATIONS AGENCY	Rainer MUSTANIEMI	Head of delegation	rainer.mustaniemi@traficom.fi
33	IHO Member State	France	SERVICE HYDROGRAPHIQUE ET OCEANOGRAPHIQUE DE LA MARINE	Julien SMEECKAERT	Member of delegation	julien.smeekaert@shom.fr
34	IHO Member State	France	SERVICE HYDROGRAPHIQUE ET OCEANOGRAPHIQUE DE LA MARINE	Laurent KERLEGUER	Head of delegation	laurent.kerleguer@shom.fr
35	IHO Member State	France	SERVICE HYDROGRAPHIQUE ET OCEANOGRAPHIQUE DE LA MARINE	Pierre-Yves DUPUY	Member of delegation	dmi-d@shom.fr
36	IHO Member State	Germany	BUNDESAMT FÜR SEESCHIFFFAHRT UND HYDROGRAPHIE	Thomas DEHLING	Head of delegation	thomas.dehling@bsh.de
37	IHO Member State	Greece	HELLENIC NAVY HYDROGRAPHIC SERVICE	PANAGIOTIS GKIONIS	Member of delegation	geopol_hnhs@navy.mil.gr
38	IHO Member State	Greece	HELLENIC NAVY HYDROGRAPHIC SERVICE	Andreas MICHPOULOS	Member of delegation	geopol_hnhs@navy.mil.gr
39	IHO Member State	Greece	HELLENIC NAVY HYDROGRAPHIC SERVICE	Dimitrios EVANGELIDIS	Head of delegation	director_hnhs@navy.mil.gr
40	IHO Member State	India	NATIONAL HYDROGRAPHIC OFFICE	Lochan Singh PATHANIA	Member of delegation	ia-inho@navy.gov.in
41	IHO Member State	India	NATIONAL HYDROGRAPHIC OFFICE	Adhir ARORA	Head of delegation	ia-inho@navy.gov.in
42	IHO Member State	India	NATIONAL HYDROGRAPHIC OFFICE	Kuldeep SINGH	Member of delegation	ia-inho@navy.gov.in
43	IHO Member State	India	NATIONAL HYDROGRAPHIC OFFICE	Peush PAWSEY	Member of delegation	ia-inho@navy.gov.in
44	IHO Member State	Indonesia	HYDROGRAPHY AND OCEANOGRAPHY CENTRE,INDONESIA NAVY (Pushidrosal)	Agung PRASETIAWAN	Head of delegation	infohid@pushidrosal.id
45	IHO Member State	Indonesia	HYDROGRAPHY AND OCEANOGRAPHY CENTRE,INDONESIA NAVY (Pushidrosal)	Yanuar HANDWIONO	Member of delegation	handwionoy@gmail.com
46	IHO Member State	Indonesia	HYDROGRAPHY AND OCEANOGRAPHY CENTRE,INDONESIA NAVY (Pushidrosal)	Deirus KHAIR	Member of delegation	deirus48@gmail.com
47	IHO Member State	Iran (Islamic Republic of)	PORTS AND MARITIME ORGANIZATION (PMO)	Nader PASANDEH	Head of delegation	npasand44@gmail.com

No	Category	Country	Organization / Company	Name	Status	E-mail
48	IHO Member State	Iran (Islamic Republic of)	-	ALI SOLTANPOUR	Member of delegation	asoltanpour@yahoo.com
49	IHO Member State	Iran (Islamic Republic of)	PORTS AND MARITIME ORGANIZATION (PMO)	Akbar ROSTAMI	Member of delegation	rostamipmo@gmail.com
50	IHO Member State	Italy	ISTITUTO IDROGRAFICO DELLA MARINA	Massimiliano Nannini	Head of delegation	massimiliano.nannini@marina.difesa.it
51	IHO Member State	Japan	HYDROGRAPHIC AND OCEANOGRAPHIC DEPARTMENT	Hideki KINOSHITA	Head of delegation	ico@jodc.go.jp
52	IHO Member State	Japan	HYDROGRAPHIC AND OCEANOGRAPHIC DEPARTMENT	Shigeru NAKABAYASHI	Member of delegation	ico@jodc.go.jp
53	IHO Member State	Japan	HYDROGRAPHIC AND OCEANOGRAPHIC DEPARTMENT	Kentaro KANEDA	Member of delegation	ico@jodc.go.jp
54	IHO Member State	Kuwait	MINISTRY OF COMMUNICATIONS	Abdullah DAWOOD	Head of delegation	abdullah.s@moc.gov.kw
55	IHO Member State	Malta	TRANSPORT MALTA, PORTS AND YACHTING DIRECTORATE HYDROGRAPHIC OFFICE	Joseph BIANCO	Member of delegation	joe.bianco@transport.gov.mt
56	IHO Member State	Malta	TRANSPORT MALTA, PORTS AND YACHTING DIRECTORATE HYDROGRAPHIC OFFICE	David BUGEJA	Head of delegation	david.bugeja@transport.gov.mt
57	IHO Member State	Malta	TRANSPORT MALTA, PORTS AND YACHTING DIRECTORATE HYDROGRAPHIC OFFICE	Mark anthony CHAPELLE	Member of delegation	mark.chapelle@transport.gov.mt
58	IHO Member State	Netherlands	Hydrographic Service - Royal Netherlands Navy	Marc VAN DER DONCK	Head of delegation	Mcj.vd.Donck@mindef.nl
59	IHO Member State	New Zealand	LAND INFORMATION NEW ZEALAND (LINZ)	Adam GREENLAND	Head of delegation	agreenland@linz.govt.nz
60	IHO Member State	New Zealand	LAND INFORMATION NEW ZEALAND (LINZ)	Stuart CAIE	Member of delegation	scaie@linz.govt.nz
61	IHO Member State	Norway	NORWEGIAN HYDROGRAPHIC SERVICE	Birte BORREVIK	Head of delegation	birte.noer.borrevik@kartverket.no
62	IHO Member State	Norway	NORWEGIAN HYDROGRAPHIC SERVICE	Evert FLIER	Member of delegation	evert.flier@kartverket.no
63	IHO Member State	Oman	NATIONAL HYDROGRAPHIC OFFICE (ONHO)	AHMED ALBADI	Staff	albadiahmed10@gmail.com
64	IHO Member State	Oman	NATIONAL HYDROGRAPHIC OFFICE (ONHO)	KHALID AL JABRI	Head of delegation	khalid.s.aljabri@mod.gov.om
65	IHO Member State	Peru	DIRECCION DE HIDROGRAFIA Y NAVEGACION	Sandro JIMENEZ	Head of delegation	relint@dhn.mil.pe
66	IHO Member State	Peru	DIRECCION DE HIDROGRAFIA Y NAVEGACION	Gerardo MACEDO	Member of delegation	relint@dhn.mil.pe
67	IHO Member State	Peru	DIRECCION DE HIDROGRAFIA Y NAVEGACION	Julio VILCHEZ	Member of delegation	relint@dhn.mil.pe
68	IHO Member State	Peru	DIRECCION DE HIDROGRAFIA Y NAVEGACION	José GIANELLA	Member of delegation	relint@dhn.mil.pe
69	IHO Member State	Peru	DIRECCION DE HIDROGRAFIA Y NAVEGACION	Judith CERRÓN	Member of delegation	relint@dhn.mil.pe
70	IHO Member State	Peru	DIRECCION DE HIDROGRAFIA Y NAVEGACION	Roberto JIMENEZ	Head of delegation	relint@dhn.mil.pe
71	IHO Member State	Portugal	INSTITUTO HIDROGRAFICO	João VICENTE	Member of delegation	dt.hi.chf@hidrografico.pt

No	Category	Country	Organization / Company	Name	Status	E-mail
72	IHO Member State	Portugal	INSTITUTO HIDROGRAFICO	Paula SANCHES	Member of delegation	paula.sanches@hidrografico.pt
73	IHO Member State	Portugal	INSTITUTO HIDROGRAFICO	CARLOS SOARES	Head of delegation	ventura.soares@hidrografico.pt
74	IHO Member State	Republic of Korea	KOREA HYDROGRAPHIC AND OCEANOGRAPHIC AGENCY (KHOA)	Taeseong CHEONG	Head of delegation	infokhoa@korea.kr
75	IHO Member State	Republic of Korea	-	Wan Su KIM	Member of delegation	zpk100@korea.kr
76	IHO Member State	Republic of Korea	-	Seongtak OH	Member of delegation	hjryu19@mofa.go.kr
77	IHO Member State	Russian Federation	GLAVNOE OUPRAVLENIE NAVIGATSII I OKEANOGRAFII	Konstantin SPERANSKIY	Head of delegation	shmelev.mbox@yandex.ru
78	IHO Member State	Russian Federation	GLAVNOE OUPRAVLENIE NAVIGATSII I OKEANOGRAFII	Gennadiy NEPOMILUEV	Member of delegation	shmelev.mbox@yandex.ru
79	IHO Member State	Russian Federation	GLAVNOE OUPRAVLENIE NAVIGATSII I OKEANOGRAFII	Leonid SHALNOV	Member of delegation	shmelev.mbox@yandex.ru
80	IHO Member State	Russian Federation	GLAVNOE OUPRAVLENIE NAVIGATSII I OKEANOGRAFII	Sergey STAROTITROV	Member of delegation	shmelev.mbox@yandex.ru
81	IHO Member State	Russian Federation	GLAVNOE OUPRAVLENIE NAVIGATSII I OKEANOGRAFII	Dmitry SHMELEV	Member of delegation	shmelev.mbox@yandex.ru
82	IHO Member State	Saudi Arabia	GENERAL COMMISSION FOR SURVEY (GCS)	Saud AL-OTAIBI	Head of delegation	s.alotaibi@gasgi.gov.sa
83	IHO Member State	Singapore	Maritime and Port Authority of Singapore (MPA)	Parry OEI	Member of delegation	parryoei@gmail.com
84	IHO Member State	Singapore	Maritime and Port Authority of Singapore (MPA)	Pearlyn PANG	Member of delegation	pearlyn_pang@mpa.gov.sg
85	IHO Member State	Singapore	Maritime and Port Authority of Singapore (MPA)	Ying-Huang THAI LOW	Head of delegation	hydrographic@mpa.gov.sg
86	IHO Member State	South Africa	HYDROGRAPHIC OFFICE	Theo STOKES	Head of delegation	hydrosan@iafrica.com
87	IHO Member State	Spain	INSTITUTO HIDROGRAFICO DE LA MARINA (IHM)	Jose Daniel GONZALEZ-ALLER	Head of delegation	ihmesp@fn.mde.es
88	IHO Member State	Spain	INSTITUTO HIDROGRAFICO DE LA MARINA (IHM)	Salvador MORENO	Member of delegation	smorenos@fn.mde.es
89	IHO Member State	Sri Lanka	NATIONAL HYDROGRAPHIC OFFICE	Jayamal JAYAWARDANE	Member of delegation	jayamalwpgbj@gmail.com
90	IHO Member State	Sri Lanka	NATIONAL HYDROGRAPHIC OFFICE	Sujeewa WEERASURIYA	Member of delegation	sujeewa_weerasuriya@yahoo.com
91	IHO Member State	Sweden	SJOFARTSVERKET	Magnus WALLHAGEN	Member of delegation	magnus.wallhagen@sjofartsverket.se
92	IHO Member State	Sweden	SJOFARTSVERKET	Patrik WIBERG	Head of delegation	patrik.wiberg@sjofartsverket.se
93	IHO Member State	Thailand	HYDROGRAPHIC DEPARTMENT	Chakkrit MALIKHAO	Head of delegation	hydrotechhdrtn@gmail.com
94	IHO Member State	Thailand	HYDROGRAPHIC DEPARTMENT	Chatchai LUANGTHONGKHAM	Member of delegation	piakchat@gmail.com
95	IHO Member State	Thailand	HYDROGRAPHIC DEPARTMENT	Thanakorn NAJARN	Member of delegation	thanakorn.n@navy.mi.th

No	Category	Country	Organization / Company	Name	Status	E-mail
96	IHO Member State	Turkey	SEYIR HIDROGRAFI VE OSINOGRAFI DAİRESİ BASKANLIĞI	Kayacan ÜNALP	Member of delegation	kunalp@shodb.gov.tr
97	IHO Member State	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	UNITED KINGDOM HYDROGRAPHIC OFFICE	Bruce HARDING	Member of delegation	Bruce.harding@ukho.gov.uk
98	IHO Member State	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	UNITED KINGDOM HYDROGRAPHIC OFFICE	Rhett HATCHER	Head of delegation	rhett.hatcher@ukho.gov.uk
99	IHO Member State	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	UNITED KINGDOM HYDROGRAPHIC OFFICE	Chris HUNT	Observer	chris.hunt@ukho.gov.uk
100	IHO Member State	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	UNITED KINGDOM HYDROGRAPHIC OFFICE	Dearbhla CAMPBELL	Observer	dearbhla.campbell@ukho.gov.uk
101	IHO Member State	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	UNITED KINGDOM HYDROGRAPHIC OFFICE	Helena PATTON	Member of delegation	helena.patton@ukho.gov.uk
102	IHO Member State	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	UNITED KINGDOM HYDROGRAPHIC OFFICE	Peter SPARKES	Head of delegation	peter.sparkes@ukho.gov.uk
103	IHO Member State	United States of America	Office of Coast Survey / National Ocean Service,(OCS/NOS)	John NYBERG	Member of delegation	john.nyberg@noaa.gov
104	IHO Member State	United States of America	Department of State (IO/S/SC)	Carrie LACROSSE	Member of delegation	LaCrosseC@state.gov
105	IHO Member State	United States of America	NATIONAL GEOSPATIAL-INTELLIGENCE AGENCY (NGA)	Jenna JOHNSON	Member of delegation	Jenna.M.Johnson@nga.mil
106	IHO Member State	United States of America	NATIONAL GEOSPATIAL-INTELLIGENCE AGENCY (NGA)	John LOWELL	Head of delegation	john.e.lowell@nga.mil
107	IHO Member State	United States of America	COMMANDER, NAVAL METEOROLOGY AND OCEANOGRAPHY COMMAND (CNMOC)	Matthew BORBASH	Member of delegation	matthew.borbash2.civ@us.navy.mil
108	IHO Secretariat	-	International Hydrographic Organization	Yong BAEK	Staff	yong.baek@iho.int
109	IHO Secretariat	-	International Hydrographic Organization	Yves GUILLAM	Staff	yves.guillam@iho.int
110	IHO Secretariat	-	International Hydrographic Organization	Remy ROQUEFORT	Staff	remy.roquefort@iho.int
111	IHO Secretariat	-	International Hydrographic Organization	In Sung PARK	Staff	pok@iho.int
112	IHO Secretariat	-	International Hydrographic Organization	Caroline FONTANILI	Staff	caroline.fontanili@iho.int
113	IHO Secretariat	-	International Hydrographic Organization	Luigi SINAPI	Staff	luigi.sinapi@iho.int
114	IHO Secretariat	-	International Hydrographic Organization	Isabelle ROSSI	Staff	isabelle.rossi@iho.int
115	IHO Secretariat	-	International Hydrographic Organization	Leonel MANTEIGAS	Staff	leonel.manteigas@iho.int
116	Other Observers	-	-	James HARPER	Head of delegation	james.harper@ic-enc.org
117	Other Observers	-	-	Hans LAURITZEN	Observer	lauhan@kartverket.no

5^{EME} REUNION DU CONSEIL DE L'OHI
Visioconférence (VTC), 19 – 21 octobre 2021

ORDRE DU JOUR FINAL

Références : Règles 7 et 8 des Règles de procédure du Conseil.

1. OUVERTURE

- 1.1 Allocution d'ouverture du Secrétaire général.
- 1.2 Adoption de l'ordre du jour et du calendrier.
- 1.3 Allocution d'ouverture de la présidente.
- 1.4 Dispositions administratives.

2. POINTS REQUIS PAR LA 2^{EME} ASSEMBLEE DE L'OHI

- 2.1 Décision A2/08 : Mise à jour sur le laboratoire conjoint OHI-Singapour - Propositions du Conseil au comité directeur (*à débattre au point 4.5 de l'ordre du jour*).
- 2.2 Décision A2/12 : Rapport sur l'application des principes de l'ISO 9001 (*à débattre dans le cadre des rapports du HSSC et de l'IRCC aux points 4.1 et 4.2 de l'ordre du jour*).
- 2.3 Décision A2/14 : Mise à jour sur la meilleure façon de faire progresser la définition des intérêts hydrographiques.
- 2.4 Décision A2/20 : Rapport d'étape sur la pertinence et l'applicabilité des nouveaux indicateurs de performance stratégique (*à débattre au titre du point 6.1 de l'ordre du jour, en tenant compte des recommandations du Secrétaire général pour le programme 1, et de celles des présidents du HSSC et de l'IRCC pour les programmes 2 et 3*).
- 2.5 Décisions A2/30&A2/31 : Version 1.x proposée de la Feuille de route pour la décennie pour la mise en œuvre de la S-100 (*à débattre au point 4.4 de l'ordre du jour*).
- 2.6 Décision A2/33 : Mise à jour sur le concept hybride (transition des ENC de la S57 aux ENC de la S-101) (*à débattre au point 4.1 de l'ordre du jour*).
- 2.7 Liste cumulative des Décisions de l'A-2 affectant le Conseil (Décisions A2/02³, A2/04¹, A2/06¹, A2/08, A2/11¹, A2/12, A2/14, A2/20, A2/30, A2/31, A2/33).

3. POINTS REQUIS PAR LE CONSEIL DE L'OHI

- 3.1 Examens des Décisions et Actions découlant du C-4.

4. POINTS REQUIS PAR LES ORGANES SUBSIDIAIRES

- 4.1 Rapport et propositions du HSSC (incluant la mise à jour relative au concept hybride dans le cadre de la transition des ENC de la S-57 vers celles de la S-101).

³ Complete.

- Annexe A : Indicateurs de performance stratégique attribués au HSSC et mesures proposées.
- Annexe B : Proposition d'Annexe 2 (version 1.0, 7 juillet 2021) à la Feuille de route pour la Décennie pour la mise en œuvre de la S-100 (2020-2030).

4.2 Rapport et propositions de l'IRCC.

- Annexe A – Proposition d'amendement à la Feuille de route S-100.
- Annexe B - Indicateurs de performance stratégique attribués à l'IRCC.

4.3 Laisse intentionnellement en blanc.

4.4 Version 1.x proposée pour la feuille de route pour la décennie pour la mise en œuvre de la S-100.

4.5 Mise à jour sur le laboratoire conjoint OHI-Singapour - Propositions du Conseil au comité directeur.

5. PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET ANNUELS DE L'OHI

5.1 Examen de l'état financier actuel de l'OHI.

5.2 Proposition de Programme de travail de l'OHI pour 2022.

5.3 Proposition de Budget de l'OHI pour 2022.

6. PLAN STRATEGIQUE DE L'OHI

6.1 Implémentation et débat des adaptations au Programme de travail de l'OHI et aux autres instruments affectés de l'OHI à partir du plan stratégique révisé, en mettant l'accent sur les objectifs 2 et 3. Rapport d'étape sur la pertinence et l'applicabilité des nouveaux indicateurs de performance stratégique. Recommandations du Secrétariat concernant la mise en œuvre du Plan stratégique (Programme de travail 1)

7. AUTRES POINTS PROPOSES PAR UN ETAT MEMBRE OU PAR LE SECRETAIRE GENERAL

7.1 Mise à jour sur la mise en œuvre de la Décision A2/07 : le langage inclusif.

7.2 Mise à jour sur la mise en œuvre de la décision A2/25 : S-130 Démarcations polygonales des zones maritimes mondiales.

7.3 Proposition des Etats-Unis – Rôle du Conseil dans l'évaluation annuelle de la mise en œuvre du Plan stratégique de l'OHI à l'appui du compte rendu prévu à l'Assemblée-3.

7.4 Collaboration UKHO (RU) & Shom (France) sur les ECDIS S-100.

7.5 Présentation de l'UKHO sur les travaux collaboratifs en cours avec plusieurs autres Etats membres de l'OHI en lien avec la S100 et les divers jeux de données, produits et services S1**.

7.6 Projet de banc d'essai sur la S-100 de la République de Corée (KHOA) et des Etats-Unis (NOAA).

8. PROCHAINE REUNION

8.1 Dates et lieu de la 6^{ème} réunion du Conseil de l'OHI (18 - 20 octobre 2022, Monaco) (Décision A2/11).

9. **QUESTIONS DIVERSES**
10. **EXAMEN DES ACTIONS ET DECISIONS DE LA REUNION**
11. **CLOTURE DE LA REUNION**

LISTE DES **DECISIONS** et ACTIONS DU C-5

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION No.	DECISION ou ACTIONS (en gras, action par)	DATE CIBLE/EVENEMENT	ETAT (octobre 2021)
1. OUVERTURE					
1.1 Remarques d'ouverture et introduction du Secrétaire général					
1.2 Adoption de l'ordre du jour					
	Ordre du jour	C5/01	Le Conseil adopte l'ordre du jour et le séquençement tels que proposés et convient d'examiner le document d'information sur le banc d'essai relatif à la S-100 fourni par le KHOA (KR), et par la NOAA (US) (cf. Doc. C5-07.6A INF) à la fin de la session 2, s'il reste suffisamment de temps.		Décision
1.3 Remarques d'ouverture de la présidente					
	Ouverture	C5/02	Les membres du Conseil félicitent le Dr Geneviève Béchard, Présidente du Conseil, pour son allocution d'ouverture et conviennent de la participation des représentants du RENC en tant qu'observateurs.		Décision
1.4 Dispositions administratives					
	Liste des contacts	C5/03	Les Etats membres de l'OHI qui ont un siège au Conseil doivent fournir au Secrétariat de l'OHI leurs mises à jour de la liste des contacts du Conseil de l'OHI.	Permanent	

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION No.	DECISION ou ACTIONS (en gras, action par)	DATE CIBLE/EVENEMENT	ETAT (octobre 2021)
2. ITEMS REQUIS PAR LA 2^{ème} ASSEMBLEE DE L'OHI					
2.1 Mise à jour sur le laboratoire conjoint OHI-Singapour – Propositions du Conseil au comité directeur (Décision A2/08)					
			<i>Voir section 4.5</i>		
2.2 Rapport sur l'application des principes de l'ISO 9001 (Décision A2/12)					
			<i>Voir sections 3.1, 4.1, 4.2 et 6.1</i>		
6.1	Plans stratégique 2021-2026	C4/40	Le Conseil accepte d'expérimenter l'application des principes ISO 9001 sur quelques buts du plan stratégique (un par comité à proposer).		Rappel
2.3 Débat sur la meilleure voie à suivre pour progresser dans la définition des intérêts hydrographiques (Décisions A2/04 et A2/14).					
	Définitions des intérêts hydrographiques	C5/04	Le Conseil remercie la Présidente du Conseil pour la mise à jour sur les travaux en cours par les parties intéressées Argentine Brésil, Inde et Uruguay, etc. et les invite à présenter un rapport consolidé sur les moyens possibles de progresser, incluant une évaluation de l'impact sur les documents de base de l'OHI.	C-6 (- 3 mois)	
	Définitions des intérêts hydrographiques	C4/08	Le Conseil prend note de la tâche confiée par l'A-2 consistant à examiner la meilleure façon de faire progresser les propositions A-2 PRO-1.4 et A-2 PRO-1.5 sur la définition des intérêts hydrographiques et de faire ainsi rapport à l'A-3 en 2023, et par laquelle le Conseil est chargé d'établir un groupe de travail dans ce but précis.	A-3	Rappel

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION No.	DECISION ou ACTIONS (en gras, action par)	DATE CIBLE/EVENEMENT	ETAT (octobre 2021)
	Définitions des intérêts hydrographiques	C4/09	Le Conseil invite les parties intéressées (Argentine, Brésil, Inde, Uruguay, etc.) à élaborer une définition des intérêts hydrographiques, en examinant les résultats de la CHI17, les PRO 1.4 et 1.5, pour ensuite présenter une proposition consolidée unique au C-5 ou au C-6 aux fins d'examen éventuel par l'A-3 (date limite C-5, C-6).	C-5, C-6	Rappel
2.4 Rapport d'étape sur la pertinence et l'applicabilité des nouveaux indicateurs de performance stratégique (Décision A2/20)					
			<i>Voir section 6.1</i>		
2.5 Proposition de version 1.x de la Feuille de route pour la Décennie pour la mise en œuvre de la S-100 (Décisions A2/30&A2/31)					
			<i>Voir section 4.4</i>		
2.6 Mise à jour sur le concept hybride (transition des ENC de la S-57 aux ENC de la S-101) (Décision A2/33)					
			<i>Voir section 4.1</i>		
2.7 Liste cumulative des Décisions de l'Assemblée affectant le Conseil.					
			<i>A titre indicatif uniquement</i>		
3. ITEMS REQUIS PAR LE CONSEIL DE L'OHI					
3.1 Examen du statut des décisions et actions du C-4 (actions en cours)					
	Résolutions de l'OHI sur la S-100	C5/05 (ancienne C4/12)	Le Conseil suivra la progression de la tâche confiée au HSSC et à l' IRCC de réviser les résolutions de l'OHI concernant la PRO 2.3 lorsque la mise en œuvre opérationnelle du concept sur la S-100 sera suffisamment avancée. Le HSSC et l' IRCC feront des propositions pour aval du Conseil , selon qu'il convient.	C-6 le cas échéant en préparation de l'A-3	(cf. Décision A2/32). En progrès. Prévu pour le HSSC-14 (2022)

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION No.	DECISION ou ACTIONS (en gras, action par)	DATE CIBLE/EVENEMENT	ETAT (octobre 2021)
4.2	Activités de renforcement des capacités	C5/06 (ancienne C4/17, C3/25)	Le Conseil invite l'IRCC à charger le CBSC d'élaborer un système d'indicateurs de performance pour mesurer, sous la conduite du CBSC et conformément au plan stratégique révisé, l'efficacité et l'efficience des activités CB. Ce système devrait être axé sur les résultats concrets du soutien en matière de CB, et non sur la quantité ou les exemples d'activités de CB.	C-6	En cours
	Stratégie de mise en œuvre de la S-100	C5/07 (ancienne C4/23)	Le Conseil tiendra et mettra à jour la feuille de route pour la mise en œuvre de la S-100 et les activités résultantes en liaison avec les EM et avec les organes externes, sur une base annuelle, en tant que priorité essentielle des activités du Conseil. Les SG/présidente du Conseil identifieront certaines activités essentielles en soutien et fourniront un rapport d'avancement au C-5.	C-6	(cf. Décision A2/30) En cours
	Application des principes ISO 9001	C5/08 (ancienne C4/40)	Le Conseil invite l'IRCC à identifier un thème sur lequel les principes de l'ISO 9001 devraient être appliqués et à le proposer au Conseil aux fins d'aval.	IRCC-14/C-6	
4. ITEMS REQUIS PAR LES ORGANES SUBSIDIAIRES					
4.1 Rapport et propositions du HSSC (incluant la mise à jour sur le concept hydride (transition des ENC de la S-57 vers les ENC de la S-101))					
	Rapport du HSSC	C5/09	Le Conseil prend note du rapport et félicite le HSSC, ses groupes de travail et les organisations qui le soutiennent pour les excellents résultats obtenus en 2020-2021 malgré les obstacles engendrés par la pandémie.		Décision

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION No.	DECISION ou ACTIONS (en gras, action par)	DATE CIBLE/EVENEMENT	ETAT (octobre 2021)
	Concept hybride	C5/10	<p>Le Conseil prend note des actions en cours au sein du HSSC pour l'élaboration d'un document de gouvernance à l'appui du concept hybride et des actions associées.</p> <p>Le HSSC rendra compte des résultats lors de la prochaine réunion.</p>	C-6	
	Documents ECDIS de l'OMI sur les ECDIS de la S-100	C5/11	<p>Le Conseil prend note des travaux en cours menés par le groupe directeur du HSSC, par le CIRM, par l'IEC et par INTERTANKO en vue de la révision de la circulaire MSC.1/Circ.1503/Rev1 de l'OMI intitulée « <i>ECDIS - Guide de bonnes pratiques</i> » et de la résolution MSC.232(82) intitulée « <i>Normes de fonctionnement des ECDIS</i> ».</p>	HSSC-14/NCSR-9 (juin 2022), puis C-6	
	Futur de la carte marine papier	C5/12 (ancienne C4/10)	<p>Le Conseil doit continuer à suivre la mise en œuvre par le HSSC des recommandations sur le futur de la carte marine papier, selon qu'il convient.</p> <p>Le Conseil prend note de la création d'une équipe de projet chargée de la symbolologie de base afin de soutenir la production automatisée des cartes marines papier à partir des données de la S-101 et de la priorité accordée aux ICCWG des CHR pour qu'ils se concentrent sur les schémas d'ENC.</p>	HSSC-14 / C-6	(cf. décisions A2/27&28) Décision

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION No.	DECISION ou ACTIONS (en gras, action par)	DATE CIBLE/EVENEMENT	ETAT (octobre 2021)
	S-57, S-101	C5/13 (ancienne C4/11)	Le Conseil suivra la progression de la tâche confiée au HSSC de préparer (<i>fait</i>) et à présent de tenir à jour un compte rendu synoptique des différentes options offertes aux SH pour la production future des ENC de la S-101 conjointement avec la maintenance/production de la S-57.	C-6	(cf. décision A2/33)
	Rapports et propositions des HSSC & IRCC au C-6	C5/14 (identique aux anciennes C4/13, ...and C1/06)	Au vu des délais entre les réunions HSSC-14 et IRCC-14 en 2022 et du calendrier de soumission des rapports et propositions au C-6, le Conseil invite les présidents du HSSC et de l'IRCC à préparer les comptes rendus des réunions de 2022 en gardant à l'esprit qu'ils seront utilisés/soumis directement en qualité de rapports et de propositions aux fins d'examen par le C-6.	Juillet 2022	

4.2 Rapport et propositions de l'IRCC

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION No.	DECISION ou ACTIONS (en gras, action par)	DATE CIBLE/EVENEMENT	ETAT (octobre 2021)
	Stratégie pour la mise en œuvre de la S-100 – Produits en 1 ^{ère} et 2 ^{ème} étape de développement	C5/18	Le Conseil approuve la liste de propositions d'amendements des produits S-100 axés sur des aspects particuliers (par exemple, la planification, le suivi de la route), tels que cités dans le tableau A de l'annexe A du rapport du HSSC.		Décision
	Stratégie pour la mise en œuvre de la S-100 – S-101	C5/19	Le Conseil approuve la proposition d'amendement à la feuille de route pour la mise en œuvre de la S-100 afin de clarifier l'état d'avancement de la S-101, comme indiqué à l'annexe B du rapport du HSSC.		Décision
	Stratégie pour la mise en œuvre de la S-100 – nouvelle annexe 2 au document Feuille de route	C5/20	Le Conseil approuve la proposition d'annexe 2 à la Feuille de route pour la décennie de mise en œuvre de la S-100 (2020-2030), telle que décrite à l'annexe B du rapport du HSSC (produits S-1xx, calendrier de développement des spécifications de produits et diagramme synoptique de la S-57 à la S-101).		Décision
	Stratégie de mise en œuvre de la S-100 - Amendement du WENDWG	C5/21	Le Conseil approuve l'amendement à la feuille de route pour la mise en œuvre de la S-100, tel que proposé par le WENDWG et qui figure dans l'annexe A du rapport de l'IRCC.		Décision
	Feuille de route pour la Décennie pour la mise en œuvre de la S-100	C5/22	Le Secrétariat de l'OHI téléchargera la version 2.0 de la feuille de route, y compris les amendements approuvés.	31 janvier 2022	

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION No.	DECISION ou ACTIONS (en gras, action par)	DATE CIBLE/EVENEMENT	ETAT (octobre 2021)
	Règle 9 Chapitre V de la Convention SOLAS	C5/23	Le Conseil prend acte de la déclaration des Etats-Unis qui demandent à l'OHI d'accepter une certaine souplesse dans l'application des normes de l'OHI (en particulier pour les production, diffusion et services WEND-100 en particulier) comme le prévoit la règle 9 du chapitre V de la Convention SOLAS.		
	Stratégie pour la mise en œuvre de la S- 100	C5/24 (anciennes C4/18, C3/13)	La présidente du Conseil, les présidents des HSSC/IRCC et le Secrétaire général soutenus par des experts en la matière et les Etats membres, selon qu'il convient, tiendront à jour la feuille de route pour la mise en œuvre de la S-100 en tant que version contrôlée progressive du document (incluant des commentaires et des délais) sur une base annuelle.	Permanent	
	Stratégie pour la mise en œuvre de la S- 100	C5/25 (ancienne C4/20)	Le SG, la présidente du Conseil, les présidents du HSSC et de l'IRCC examineront l'ajout de trois annexes liées aux WP 1, 2 et 3 de la feuille de route pour la mise en œuvre de la S-100 de l'OHI.	C-6	(cf. décision A2/31)
	Stratégie pour la mise en œuvre de la S- 100	C5/26 (ancienne C4/27)	L'Assemblée ayant pris note de la mise à jour des interrelations et des tâches, le Secrétaire général continuera à assurer la liaison avec [l'OMI et] les autres parties prenantes et organisations pertinentes impliquées dans le développement d'autres produits basés sur la S-100.	Permanent	(cf. décisions A2/40&41)

4.5 Mise à jour sur le laboratoire conjoint OHI-Singapour pour l'innovation et la technologie – Propositions du Conseil au comité directeur (Décision A2/08)

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION No.	DECISION ou ACTIONS (en gras, action par)	DATE CIBLE/EVENEMENT	ETAT (octobre 2021)
	Laboratoire OHI-Singapour pour l'innovation et la technologie	C5/27	Le Conseil prend note de la mise à jour sur le laboratoire conjoint OHI-Singapour pour l'innovation et la technologie, y compris les procédures simplifiées pour la soumission de propositions de projets.		(cf. décision A2/08)
	Laboratoire OHI-Singapour pour l'innovation et la technologie	C5/28 C5/29	Le Conseil approuve les propositions de projets du HSSC : a. Essai de conversion automatisée de la S-57 vers la S-101 à l'appui du concept hybride ; et b. Prototypage d'une base de données (et d'une interface) de la S-131 pour les informations sur les ports maritimes. Le Conseil charge le HSSC d'encourager l' ENCWG et le NIPWG à gérer leurs demandes de projets respectivement par le biais du Lab.	HSSC-14/C-6	(cf. décision A2/08)
5. PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET ANNUELS DE L'OHI					
5.1 Examen de l'état financier actuel de l'OHI					
	Rapport financier	C5/30	Le Conseil prend note des informations fournies sur l'état financier actuel.		Décision
	Rapport financier	C5/31	Le Conseil invite le Secrétaire général à faire des recommandations aux membres du Conseil , par lettre circulaire de la Commission des finances, sur l'affectation de l'excédent prévu pour 2021, la priorité étant donnée à l'affectation de fonds supplémentaires au renforcement des capacités.	Avril 2022	
5.2 Proposition de programme de travail pour 2022					

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION No.	DECISION ou ACTIONS (en gras, action par)	DATE CIBLE/EVENEMENT	ETAT (octobre 2021)
	Proposition de programme de travail de l'OHI pour 2022	C5/32	Le Conseil accepte et approuve le programme de travail de l'OHI pour 2022, tel que présenté par le Secrétaire général, y compris la préparation de l'A-3 et le programme de travail de l'OHI pour la période 2024-2026.		Décision
	Programme de travail pour 2022	C5/33 (ancienne C4/31)	Le Secrétariat de l'OHI publiera une LC de l'OHI mettant à la disposition des Etats membres de l'OHI le programme de travail de l'OHI pour 2022, tel qu'approuvé par le Conseil.	Permanent	Rappel : Voir la LC 18/2021 de l'OHI en tant que référence.
	Journée mondiale de l'hydrographie	C5/34	Le Conseil prend note du thème proposé par le Secrétaire général pour la Journée mondiale de l'hydrographie 2022 : « Comment l'hydrographie peut-elle contribuer à la Décennie des Nations Unies pour les océans ? » Le Secrétariat de l'OHI communiquera le thème pour 2022 aux EM de l'OHI par LC de l'OHI et peaufinera le libellé du thème si nécessaire.	Fin octobre 2021	Décision
5.3 Proposition de budget de l'OHI pour 2022					
	Budget 2022 de l'OHI	C5/35	Le Conseil approuve les prévisions budgétaires fournies par le Secrétaire général.		Décision
	Budget 2023 de l'OHI	C5/36 (ancienne C4/35)	Le Secrétaire général doit s'assurer du financement de projets EWH en négociant des accords de coopération appropriés avec les Etats membres et/ou les organisations partenaires intéressés.	C-6	(cf. décision A2/39) En cours (bonne note est prise de la contribution du Canada)
6. EXAMEN DU PLAN STRATEGIQUE DE L'OHI					

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION No.	DECISION ou ACTIONS (en gras, action par)	DATE CIBLE/EVENEMENT	ETAT (octobre 2021)
6.1 Implémentation et débat de l'adaptation du programme de travail de l'OHI et d'autres instruments affectés de l'OHI à partir du plan stratégique révisé en mettant l'accent sur les buts 2 et 3. Rapport d'étape sur la pertinence et l'applicabilité des nouveaux indicateurs de performance stratégique.					
	Mesures des SPI - Secrétariat de l'OHI (Action C4/37)	C5/37	Le Conseil prend note de la soumission des recommandations du Secrétariat de l'OHI sur la mise en œuvre du plan stratégique et prend acte des réalisations du Secrétariat, par exemple le nombre de personnes qui suivent le site sur les réseaux sociaux, le nombre de visiteurs du site web de l'OHI et les téléchargements de documents sur les normes.		Décision
	SPI Programme de travail 1	C5/38	Le Conseil approuve la suggestion visant à mesurer les activités notables du WP1 dans quatre catégories (promotion mondiale, promotion régionale, promotion spécifique des parties prenantes + consultations) en tant que SPI.		Décision
	SPI 2.1.1	C5/39	Le Conseil note la contribution/assistance en nature demandée par le Secrétariat de l'OHI pour préparer les outils à l'appui du SPI 2.1.1 et améliorer l'attrait du portail. Les membres du Conseil envisagent d'apporter leur soutien.	Mars 2022	
	Application des principes ISO 9001 (Action C4/40)	C5/40	Le Conseil approuve la proposition du HSSC selon laquelle les principes de la norme ISO 9001 seront expérimentés pour l'élaboration de la spécification de produit pour les ENC de la S-101 éd. 2.0.0.	C-6	

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION No.	DECISION ou ACTIONS (en gras, action par)	DATE CIBLE/EVENEMENT	ETAT (octobre 2021)
	Mesures des SPI - HSSC (Action C4/37 et C4/39)	C5/41	Le Conseil approuve les mesures des SPI telles que proposées par le HSSC dans l'annexe A de son rapport avec les considérations suivantes et charge le HSSC de rendre compte des valeurs provisoires et des commentaires à la Présidente du Conseil pour la préparation du rapport annuel (section Mise en œuvre du plan stratégique).	Fin janvier 2022	Décision
	Mesures des SPI - IRCC (Action C4/37)	C5/42a C5/42b	Le Conseil approuve les mesures des SPI telles que proposées par l'IRCC à l'annexe B de son rapport et charge l'IRCC de s'engager avec les CHR à concevoir des procédures de mise en œuvre pertinentes, le cas échéant. Le Conseil charge l'IRCC de fournir des valeurs indicatives et des commentaires à la présidente du Conseil pour la préparation du rapport annuel (section Mise en œuvre du plan stratégique).	Avant avril 2022 Fin janvier 2022	Décision
	Atelier stratégique de l'IRCC	C5/43	Le Conseil prend note des informations communiquées par l'IRCC concernant l'organisation, d'ici avril 2022, d'un atelier sur la définition et la conception de méthodologies pour les SPI, ainsi que sur la gouvernance ultérieure et les outils SIG automatisés nécessaires à leur mise en œuvre, par les Etats membres au sein des CHR .	IRCC-14 / C-6	

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION No.	DECISION ou ACTIONS (en gras, action par)	DATE CIBLE/EVENEMENT	ETAT (octobre 2021)
	Proposition des Etats-Unis - Rôle du Conseil dans l'évaluation annuelle de la mise en œuvre du plan stratégique de l'OHI à l'appui du rapport prévu pour la troisième Assemblée.	C5/44 C5/45 C5/46 C5/47	<p>Le Conseil donne son aval à la proposition des Etats-Unis visant à ce que la présidente du Conseil organise et prépare une évaluation annuelle de la mise en œuvre du plan stratégique de l'OHI pour 2021 et 2022.</p> <p>La présidente du Conseil établira une méthodologie pour la préparation d'une évaluation annuelle, incluant, si nécessaire, la création d'une équipe pour l'assister dans cette tâche.</p> <p>Les Etats membres de l'OHI seront invités par la présidente du Conseil à fournir un soutien et des informations, selon la nécessité.</p> <p>Le Conseil prend note de la recommandation du Secrétaire général selon laquelle ce rapport pourrait être inclus dans la publication périodique P7 - <i>Rapport annuel de l'OHI</i> pour Y, en remplacement de l'actuelle annexe B de la P7, et demande au Secrétariat de l'OHI et aux Etats-Unis de l'aider à cet égard. D'autres moyens de rendre ce rapport plus visible seront envisagés.</p>	C-6 En cours Fin janvier Y+1	Décision

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION No.	DECISION ou ACTIONS (en gras, action par)	DATE CIBLE/EVENEMENT	ETAT (octobre 2021)
6.1	Plan stratégique 2021-2026	C5/48 (ancienne C4/36)	Suite à l'adoption du plan stratégique révisé par l'A-2, le Conseil prend note du fait que la mise en œuvre effective du plan stratégique 2021-2026 doit être considérée comme le principal thème de supervision et de contrôle du Conseil jusqu'à l'A-3, en gardant à l'esprit d'appliquer les principes de la norme ISO 9001.	A-3	Décision (cf. décisions A2/12&19)
7. AUTRES POINTS PROPOSES PAR UN ETAT MEMBRE OU PAR LE SECRETAIRE GENERAL					
7.1 Mise à jour sur la mise en œuvre de la décision A2/07 : inclusion du genre					
	Langage inclusif	C5/49	Le Conseil approuve les recommandations du Secrétaire général présentées dans ce compte rendu.		Décision
		C5/50	Le Conseil décide que, dans la plus large mesure possible, la mise à jour des références de genre dans les documents existants de l'OHI se fera conjointement avec d'autres éditions et révisions reçues en tant que propositions des organes de l'OHI. En d'autres termes, il n'y aura pas de mise à jour systématique de tous les documents de l'OHI dans le seul but de traiter les questions de langage liées au genre.		Décision
		C5/51	Le Conseil décide que les principes directeurs sur le langage inclusif, une fois approuvés, s'appliqueront à tous les <u>nouveaux</u> documents de l'OHI, aux <u>nouvelles</u> éditions et aux communications.		Décision

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION No.	DECISION ou ACTIONS (en gras, action par)	DATE CIBLE/EVENEMENT	ETAT (octobre 2021)
	Langage inclusif	C5/52	Le Secrétaire général , avec l'aide du CA , évaluera les orientations des Nations Unies pour un langage inclusif et déterminera celles qui sont pertinentes pour l'OHI afin de les utiliser comme principes directeurs. Ces principes seront incorporés dans un nouveau projet de résolution de l'OHI sur le langage inclusif, qui sera rédigé par le Secrétaire général, examiné par le C-6 et proposé à l'A-3.	C-6	
	Langage inclusif	C5/54	Après un examen par le Secrétaire général et le CA, le Secrétaire général , avec l'aide du CA , du Royaume-Uni et des Etats-Unis (et d'autres Etats membres...) , proposera une formulation en langage inclusif pour les publications M1 et M-3, conformément aux orientations des NU sur le langage inclusif. Ces propositions seront appliquées lors de la prochaine mise à jour ou révision des documents.	C-6, C-7...	
	Langage inclusif	C5/55	Le Secrétaire général préparera un rapport sur l'utilisation du langage inclusif dans la documentation et les communications écrites de l'OHI, qui sera examiné par le C-6 et soumis à l'A-3.	C-6	
7.2 Mise à jour sur la mise en œuvre de la décision A2/25 : S-130 Démarcations polygonales des zones maritimes mondiales					
		C5/56	Le Conseil prend note du rapport d'étape du Secrétaire général sur la mise en place de la S-130 PT et se félicite des candidatures aux postes de président et de vice-président, présentées respectivement par la Belgique et la Chine .		Décision

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION No.	DECISION ou ACTIONS (en gras, action par)	DATE CIBLE/EVENEMENT	ETAT (octobre 2021)
	S-23, A2 PRO1.9 suite	C5/57 (ancienne C4/07)	Le Secrétaire général rendra compte de la mise en œuvre de la PRO 1.9 ⁴ .	C-6 / A-3	(cf. Décision A2/24&25)
7.3 Proposition des Etats-Unis - Rôle du Conseil dans l'évaluation annuelle de la mise en œuvre du plan stratégique de l'OHI à l'appui du rapport anticipé pour l'Assemblée-3.					
			<i>Référence 6.1</i>		
7.4 Information : Collaboration de l'UKHO (RU) et du Shom (France) sur les ECDIS S-100.					
	7.4	C5/58	Le Conseil prend note de ce rapport et encourage le Royaume-Uni et la France à poursuivre leurs efforts dans cette expérimentation progressive.		
7.5 Information : Présentation de l'UKHO sur le travail de collaboration en cours avec plusieurs autres Etats membres de l'OHI en relation avec la S100 et les différents jeux de données, produits et services S1**.					
	7.5	C5/59	Le Conseil prend note de ce rapport et remercie le Royaume-Uni pour sa présentation et sa vidéo.		
7.6 Information : Projet de banc d'essai sur la S-100 de la République de Corée (KHOA) et des Etats-Unis (NOAA).					
	Projet de banc d'essai sur la S-100	C5/60	Le Conseil prend note de l'approche proposée dans le cadre du projet de banc d'essai sur la S-100 de la KHOA et de la NOAA pour mesurer quantitativement l'efficacité de l'utilisation du service de données S-100 et invite les Etats membres à se joindre au projet et à proposer d'autres mesures quantitatives (sécurité de la navigation, efficacité) le cas échéant.		
8. PROCHAINE REUNION					

⁴ Futur de la S-23.

ITEM DE L'ORDRE DU JOUR	SUJET	DECISION ou ACTION No.	DECISION ou ACTIONS (en gras, action par)	DATE CIBLE/EVENEMENT	ETAT (octobre 2021)
8.1 Dates et lieu de la 6^{ème} réunion du Conseil de l'OHI					
	C-6	C5/61	Le Conseil décide de tenir le C-6 à Monaco, au Secrétariat de l'OHI, du 18 au 20 octobre 2022. Au cas où cet événement serait à distance/en mode hybride, le Conseil convient d'envisager des dispositions similaires à celles prises pour le C-5.	Décision en faveur ou contre, le 18 juin 2022	Décision
9. QUESTIONS DIVERSES					
10. EXAMEN DES ACTIONS ET DECISIONS DE LA REUNION					
11. CLOTURE DE LA REUNION					